

Nations Unies

E/CN.3/2004/6



Conseil économique et social

Distr. générale
17 décembre 2003
Français
Original: anglais

Commission de statistique

Trente-cinquième session

2-5 mars 2004

Point 3 e) de l'ordre du jour provisoire*

Statistiques démographiques et sociales :

statistiques sur les drogues et l'abus de drogues

Rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Note du Secrétaire général

Comme la Commission de statistique l'a demandé à sa trente-quatrième session**, le Secrétaire général a l'honneur de lui transmettre le rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime concernant les statistiques sur les drogues et l'abus de drogues. La Commission est invitée à prendre note des activités que l'Office consacre aux statistiques sur les drogues et l'abus de drogues.

* E/CN.3/2004/1.

** Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 4 (E/2003/24)*, chap. I, sect. A.

03-66599 (F) 140104 210104



Statistiques sur les drogues et l'abus de drogues

Rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Résumé

Le texte qui suit reprend sous forme succincte l'édition de 2003 d'une publication statistique annuelle de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *Tendances mondiales des drogues illicites 2003*, que l'on peut télécharger à l'adresse <http://www.unodc.org/pdf/trends2003_www_F.pdf>, acheter dans les librairies des Nations Unies ou commander à l'Office.

On y trouvera d'une part une analyse des principaux marchés de drogues illicites, héroïne, cannabis et stimulants de type amphétamine, et de l'autre une synthèse des principales tendances de la production, du trafic et de la consommation de drogues illicites. L'analyse des principaux marchés est consacrée à la période comprise entre 1998 et 2002, la communauté internationale faisant actuellement le bilan des progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés en 1998 lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. L'étude des principales tendances de la production, du trafic et de la consommation porte sur la période 2001-2002.

Table des matières

	Paragraphes	Page
I. Principales tendances des marchés de drogues illicites, de 1998 à 2002	1-23	3
A. Héroïne	2-6	3
B. Cocaïne	7-10	4
C. Cannabis	11-16	5
D. Stimulants de type amphétamine	17-23	6
II. Principales tendances de la production, du trafic et de la consommation, 2001-2002	24-43	7
A. Production	24-29	7
B. Trafic	30-35	11
C. Consommation	36-43	15

I. Principales tendances des marchés de drogues illicites, de 1998 à 2002

1. L'évolution au cours des années récentes des principaux marchés de drogues illicites fait apparaître un bilan mitigé, avec des éléments positifs ou négatifs selon les drogues et les régions considérées. Dans l'ensemble, il ressort de l'évolution des marchés mondiaux de l'héroïne et de la cocaïne quelques tendances positives. La situation est plus confuse pour les drogues de synthèse et assez défavorable pour le cannabis.

A. Héroïne

2. Les données de traitement font régulièrement ressortir que l'usage illicite d'héroïne a les conséquences sanitaires les plus graves pour les toxicomanes. En 2000-2001, l'ONUDC estimait qu'environ 15 millions de personnes dans le monde s'adonnaient à l'opium et à l'héroïne. Bien que ce chiffre n'ait pas beaucoup changé depuis la fin des années 1990, les données lacunaires dont on dispose ne permettent pas de suivre précisément l'évolution, d'une année sur l'autre, de la demande illicite mondiale de ces deux substances. L'impression de relative stabilité que donne le marché mondial de l'héroïne depuis la fin des années 1990 peut être corroborée par l'évolution de l'offre pour laquelle on dispose de données plus solides. Quelque 4 400 tonnes d'opium ont été illicitement produites en 1998. Quatre ans plus tard, en 2002, la production s'établissait sensiblement au même niveau (environ 4 500 tonnes). La stabilité apparente de la production mondiale cache cependant d'importantes réorientations actuellement en cours.

3. Les statistiques de terres agricoles consacrées à la culture illicite du pavot à opium dans le monde montrent que le marché évolue. Tandis que la production mondiale d'opium est restée foncièrement stable pendant quatre ans, les surfaces consacrées à la culture illicite du pavot à opium ont diminué de 25 %. Ce paradoxe apparent peut s'expliquer par un déplacement très important de la production de l'Asie du Sud-Est à l'Asie du Sud-Ouest. De 1998 à 2002, les progrès réalisés au Myanmar et en République démocratique populaire lao se sont traduits par une réduction de 40 % des surfaces consacrées à la culture du pavot à opium dans cette région et cette tendance s'est poursuivie en 2003. Si l'Asie du Sud-Est continue sur cette lancée, le Triangle d'Or pourrait bien devenir une source mineure d'opium illicite au cours des prochaines années, ce qui mettrait fin à un épisode séculaire de l'histoire du contrôle des drogues. Dans le même temps, une augmentation de 16 % a été enregistrée en Asie du Sud-Ouest de 1998 à 2002. L'accroissement de productivité des champs irrigués d'opium en Afghanistan explique pourquoi la production mondiale d'opium est restée stable tandis que les surfaces cultivées diminuaient. Il en est résulté une concentration accrue de la production illicite d'opium dans un seul pays, l'Afghanistan.

4. Les transferts régionaux ont également remodelé les grandes tendances de l'abus d'héroïne dans le monde. Certains succès ont été obtenus en Europe occidentale, mais la croissance rapide de la production d'opium en Afghanistan a contribué au développement d'un vaste marché de l'héroïne dans la région et, au-delà, en Asie centrale, dans la Fédération de Russie et en Europe orientale. En

raison, en grande partie, de l'augmentation de la consommation d'héroïne par voie intraveineuse, l'épidémie de VIH/sida a progressé à un rythme alarmant.

5. Les nouveaux marchés de l'héroïne en Europe orientale, en Fédération de Russie et en Asie centrale ne sont pas encore aussi lucratifs que les marchés d'Europe occidentale, et ils sont donc économiquement moins attrayants pour les trafiquants. Ils offrent néanmoins la possibilité de compenser la réduction de la rentabilité par opération par un élargissement de la base des consommateurs. Il y a déjà plus de consommateurs d'opiacés dans ces régions qu'en Europe occidentale et la marge d'accroissement est importante.

6. Certains éléments laissent penser que des progrès rapides et à court terme dans la réduction de l'offre peuvent catalyser les effets des efforts de réduction de la demande à long terme. Bien que l'existence de stocks ait retardé et réduit l'impact du recul, de courte durée mais considérable, de la production d'opium en Afghanistan en 2001, les données recueillies montrent que les degrés de pureté de l'héroïne en Europe ont diminué cette année-là et que la tendance s'est poursuivie au cours des deux premiers trimestres de 2002. Une conséquence positive a été le recul du nombre de décès liés à la drogue dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale. De même, dans les pays d'Asie centrale, l'augmentation des cas d'abus aurait été sensiblement freinée en 2002 par suite de la réduction de l'offre. L'Australie a fourni une autre illustration de ce phénomène. Par suite du démantèlement de plusieurs groupes de trafiquants alimentant le marché australien, l'offre d'héroïne dans ce pays a sensiblement chuté en 2001. Il en est résulté une diminution du nombre d'infractions liées à la drogue et de décès liés à la drogue, ainsi qu'une augmentation du nombre d'héroïnomanes souhaitant se soumettre à un traitement. En 2003 cependant, l'offre se serait partiellement redressée du fait de l'arrivée en Australie d'héroïne en provenance de la République populaire démocratique de Corée ou ayant transité par ce pays.

B. Cocaïne

7. Environ 14 millions de personnes dans le monde s'adonnent à la cocaïne, laquelle vient juste après l'héroïne en termes de demande de traitement. Il existe certains signes encourageants en ce qui concerne le contrôle de l'offre et de la demande de cocaïne. Parmi les trois pays fournisseurs mondiaux de la cocaïne illicite, la Bolivie occupe désormais une place presque marginale (moins d'un dixième de la production mondiale de cocaïne) et le Pérou est parvenu à réduire de près de 60 % la culture du cocaïer par rapport à 1995. Certes, ce n'est pas sans difficultés que ces deux pays cherchent à conforter ce recul et à éliminer totalement les cultures illicites sur leur territoire mais globalement, ils n'ont, au cours des dernières années, pas contribué à plus d'un cinquième de la production mondiale de cocaïne illicite.

8. Le grand problème se situe en Colombie, où la production de cocaïne à partir de la culture locale a en gros quintuplé entre 1993 et 1999. Depuis lors, ce pays est à l'origine de près des trois quarts de la cocaïne illicitement produite dans le monde. Un progrès mérite toutefois d'être signalé : en 2002, pour la deuxième année consécutive, par inversion de la tendance relevée sur huit ans, la Colombie a réussi à faire reculer sensiblement la culture du cocaïer sur son territoire. Globalement, entre 2000 et 2002 la baisse a été de 37 %. À eux trois, ces pays sont parvenus à une

réduction globale de 22 % des surfaces consacrées à la culture du cocaïer de 1999 à 2002. Si cette tendance se confirme, il pourrait en résulter une transformation radicale de la dynamique de l'offre mondiale de cocaïne.

9. Des signes positifs sont également observés à l'autre bout de la chaîne. Aux États-Unis d'Amérique, premier marché de cocaïne du monde, des enquêtes menées auprès d'élèves et d'étudiants montrent que le nombre de consommateurs de cocaïne a eu tendance à se stabiliser au cours des dernières années. Les chiffres de prévalence annuelle pour 2002 dans ce pays seraient inférieurs de 15 % à ceux de 1998, et de quelque 60 % à ceux de 1985.

10. Il existe toutefois certaines causes d'inquiétude du côté de la demande dans d'autres régions. L'abus de cocaïne augmente en Amérique du Sud et les trafiquants de cocaïne ont trouvé de nouveaux débouchés en Europe. Comme pour l'héroïne, certaines informations donnent à penser que le marché se déplace. Si l'essentiel du trafic de cocaïne se déroule encore dans les Amériques, on observe qu'il progresse en Europe occidentale. La part de cette dernière dans les saisies mondiales de cocaïne a plus que doublé entre 1998 et 2001, passant de 8 % à 17 % durant cette période. Les données concernant la consommation font apparaître les mêmes tendances. La plupart des pays d'Europe occidentale ont signalé une augmentation de l'abus de cocaïne en 2001.

C. Cannabis

11. Le cannabis reste la drogue illicite la plus communément produite, la plus couramment consommée et celle faisant l'objet du trafic le plus répandu dans le monde.

12. En raison de l'expansion mondiale de la production de cannabis et de l'absence presque totale de systèmes de surveillance, on ne dispose pas d'évaluations fiables de la production (au Maroc, qui est l'un des plus gros pays producteurs de résine de cannabis, l'ONUDC et le Gouvernement entreprennent cette année la première enquête sur la culture du cannabis). La progression des saisies et les signes indiquant une augmentation de la consommation donnent toutefois à penser que la production est également en hausse.

13. Les deux tiers environ des 86 pays qui ont fait rapport à l'ONUDC l'année dernière sur les tendances de la consommation de cannabis ont indiqué un accroissement de l'abus de cette substance en 2001. Globalement, les saisies de cannabis ont augmenté de quelque 40 % entre 1998 et 2001.

14. Il convient d'établir une distinction entre la résine de cannabis et la feuille de cannabis. Les données concernant les saisies pour la période 1998-2001 semblent indiquer que le trafic de résine est relativement stable, et que les saisies de cette substance continuent de se faire en Europe (environ les trois quarts de l'ensemble des saisies). Ce sont donc les saisies de feuilles de cannabis qui expliquent l'augmentation ci-dessus mentionnée. En 2001, plus de 60 % de l'ensemble des saisies de feuilles de cannabis auraient concerné les Amériques. Les plus fortes hausses en matière de saisies ont toutefois été relevées en Afrique, ce qui dénote probablement à la fois une extension de la culture du cannabis et un durcissement des mesures de répression ces dernières années. Plus d'un quart de l'ensemble des

saisies de feuilles de cannabis concerneraient désormais les pays d'Afrique, alors que ce chiffre était d'un peu plus de 10 % en 1998-1999.

15. Enfin, les saisies de plants de cannabis – qui sont un indicateur des efforts déployés par les pouvoirs publics pour éliminer les champs du cannabis – semblent diminuer, ce qui signifie peut-être que certains pays attribuent une priorité moins importante à l'éradication du cannabis.

16. On relève néanmoins quelques tendances encourageantes. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, l'abus de cannabis (prévalence annuelle) a diminué en 2002 parmi les élèves du secondaire, accusant une baisse de près de 10 % par rapport à 1997 et de quelque 30 % par rapport à la fin des années 70. En Australie, l'abus de cannabis dans l'ensemble de la population a reculé de 23 % au cours de la période 1998-2001.

D. Stimulants de type amphétamine

17. Les stimulants de type amphétamine sont des drogues synthétiques qui englobent l'amphétamine, la méthamphétamine et l'ecstasy, chimiquement apparentées. Contrairement aux drogues traditionnelles issues de plantes, ils sont fabriqués avec des produits chimiques qu'il est facile de se procurer et dans des laboratoires qu'il est facile de dissimuler, ce qui rend extrêmement difficile de déterminer aussi bien le lieu de production que l'ampleur et l'évolution de la production de ces drogues illicites. Pour tenter d'y voir plus clair face à cette complexité, l'ONUDC entreprend actuellement une étude mondiale des stimulants de type amphétamine.

18. Les saisies de laboratoires et de produits finals, de même que les données recueillies sur la consommation, montrent que le marché des stimulants de type amphétamine continue de se développer. Ces dernières années, des laboratoires ont été découverts et démantelés, dans le monde entier, dans des proportions jamais atteintes auparavant, en particulier aux États-Unis d'Amérique. Toutefois, ce marché a aussi un caractère fluctuant, en partie par réaction aux mesures prises par les organismes de contrôle pour régler le problème, et en partie en raison de la dynamique des modes d'abus.

19. Ces dernières années, le trafic de la méthamphétamine, qui représente l'essentiel du marché des stimulants de type amphétamine, s'est nettement déplacé en Asie de l'Est et du Sud-Est. Toutefois, en 2001, les saisies ont diminué, peut-être par suite des contrôles plus stricts qui s'exercent sur l'éphédrine (l'un des principaux précurseurs), et des premiers succès remportés dans la réduction de la production de méthamphétamine en Chine. La République populaire démocratique de Corée apparaît de plus en plus comme une importante région d'origine/de transit de la méthamphétamine destinée au Japon, le marché le plus lucratif de la région pour les stimulants de type amphétamine.

20. En 2000, près de 90 % de l'ensemble des pays ayant fait rapport à l'ONUDC sur les tendances de l'abus de méthamphétamine ont signalé une augmentation. En 2001, cette proportion est tombée à 52 %. Le Japon a indiqué une stabilisation de l'abus de méthamphétamine en 2001, après des années de progression. En revanche, la Thaïlande qui est touchée par les importations massives en provenance du Myanmar, pays limitrophe, a saisi les plus grandes quantités de méthamphétamine à

l'échelle mondiale en 2001 et a fait état d'une nouvelle augmentation de l'abus de stimulants de type amphétamine pour 2001.

21. L'Europe, notamment les Pays-Bas, la Pologne et la Belgique, reste le principal centre de production clandestine d'amphétamine. Les saisies d'amphétamine en Europe occidentale ont connu un apogée vers 1998 et ont eu tendance à reculer depuis, mais la production et le trafic ont continué d'augmenter en Europe orientale. Peut-être faut-il voir là un déplacement de la production d'amphétamine vers cette région ainsi qu'un fléchissement de la demande en Europe occidentale. Alors que la moitié des pays d'Europe occidentale avaient signalé une hausse de l'abus d'amphétamine en 2000, cette proportion a quelque peu diminué, passant à 33 %, en 2001.

22. Le trafic d'ecstasy a fortement augmenté tout au long des années 90. En 2001 toutefois, les saisies d'ecstasy ont diminué, principalement en Amérique du Nord et en Europe occidentale. L'Europe (en particulier les Pays-Bas et la Belgique) reste le principal centre mondial de production d'ecstasy. Toutefois, son importance relative semble décliner avec l'apparition d'une production d'ecstasy dans d'autres parties du monde. Au milieu des années 90, les pays d'Europe occidentale comptaient pour 80 % environ de l'ensemble des saisies d'ecstasy. Cette proportion est tombée à environ 50 % en 2000 et 2001. Le trafic d'ecstasy a augmenté notamment dans les Amériques au cours des dernières années, bien qu'il concerne désormais d'autres régions également, notamment en Asie du Sud-Est, en Afrique du Sud et au Proche et au Moyen-Orient.

23. La consommation d'ecstasy, après une période de recul, a de nouveau montré des signes d'augmentation en Europe occidentale. Aux États-Unis d'Amérique, elle a diminué pour la première fois depuis des années, en 2002. Dans d'autres régions, en particulier dans les Caraïbes et dans certaines parties de l'Amérique du Sud, en Océanie, en Asie du Sud-Est, au Proche-Orient et en Afrique du Sud, elle paraît s'intensifier.

II. Principales tendances de la production, du trafic et de la consommation, 2001-2002

A. Production

1. Opium/héroïne

24. Après la forte chute enregistrée en 2001, la production mondiale illicite d'opium et d'héroïne est remontée en 2002, malgré une diminution des surfaces consacrées à la culture, de 23 % au Myanmar et de 18 % en République démocratique populaire lao. Cette hausse était due à la reprise de la culture à grande échelle de pavot à opium en Afghanistan. La culture illicite du pavot à opium dans le monde (voir fig. 1) a à nouveau progressé pour atteindre environ 180 000 hectares en 2002 (contre 144 000 hectares en 2001 et 222 000 hectares en 2000). La production d'opium qui en est résultée (voir fig. 2) a été évaluée à environ 4 500 tonnes (contre 1 600 tonnes en 2001 et 4 700 tonnes en 2000).

25. En 2002, la part relative de la production illicite d'opium des principaux pays producteurs (voir fig. 3 : production d'opium) a été la suivante: Afghanistan (76 %), Myanmar (18 %), République démocratique populaire lao (2 %) et Colombie (1 %).

E/CN.3/2004/6

Les 3 % restants provenaient d'autres pays (Mexique, Pakistan, Thaïlande, Viet Nam, etc.) où la production est presque négligeable.

Figure 1
Culture de pavot à opium dans le monde, 1990-2002

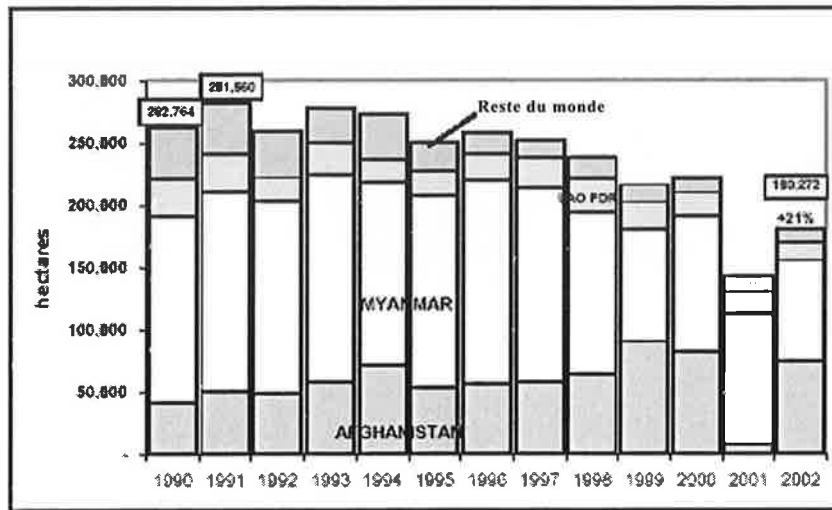


Figure 2
Production mondiale d'opium, 1990-2002

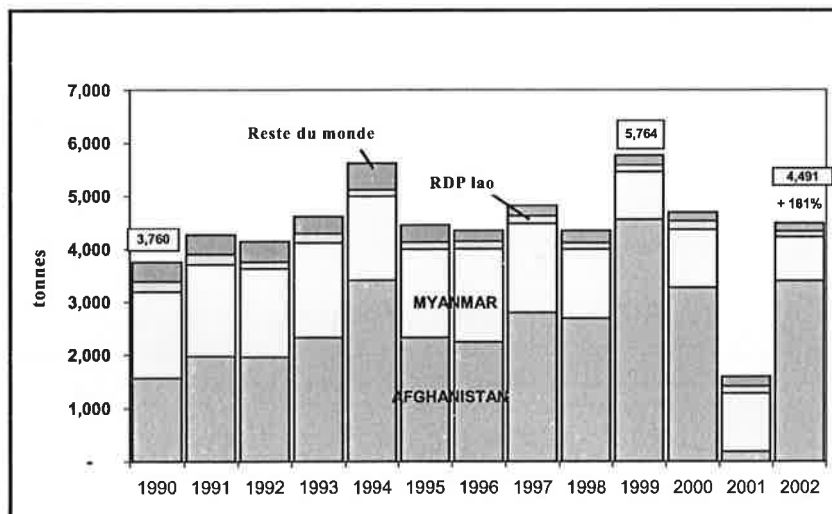
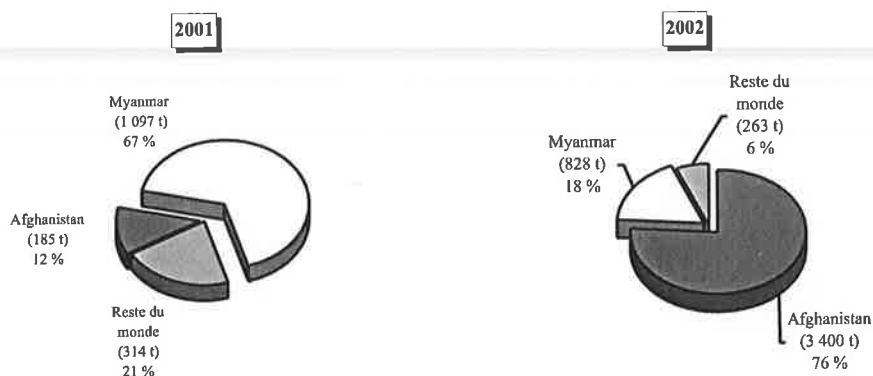


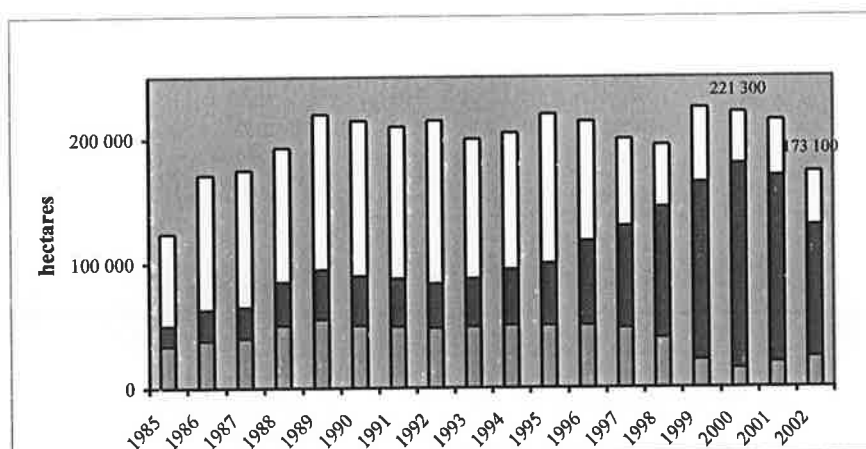
Figure 3
Production d'opium



2. Cocaïne

26. Pour la deuxième année consécutive, la culture illicite de cocaïer a chuté en Colombie. La diminution de 30 % enregistrée entre novembre 2001 (145 000 hectares) et décembre 2002 (102 000 hectares) s'est traduite par une baisse de 18 % de la culture illicite de cocaïer dans le monde (qui est passée de 211 000 hectares en 2002 à 173 000 hectares à la fin de 2002) (voir fig. 4).

Figure 4
Culture mondiale du cocaïer, 1995-2002



Les estimations concernant la Colombie proviennent du système national de surveillance mis en place par le Gouvernement colombien avec le soutien de l'ONUDC. Les chiffres de 2000 concernent les superficies cultivées en août 2000, ceux de 2001 les superficies cultivées en novembre 2001, ceux de 2002 les superficies cultivées en décembre 2002. Les méthodes de calcul étant différentes, les chiffres à compter de 1999 ne peuvent être comparés directement à ceux des années précédentes.

E/CN.3/2004/6

27. La culture illicite du cocaïer au Pérou est demeurée relativement stable au cours de l'année considérée (52 500 hectares en 2002). En Bolivie, après une diminution constante entre 1996 (48 100 hectares) et 2000 (14 600 hectares), elle a augmenté pour la deuxième année consécutive (de 23 %, soit 24 400 hectares en 2002).

28. La part relative de la production potentielle de cocaïne des trois pays en 2002 a été évaluée comme suit : Colombie 72 %, Pérou 20 % et Bolivie 8 % (voir fig. 5 et 6).

Figure 5
Potentiel mondial de production de cocaïne, 1985-2002

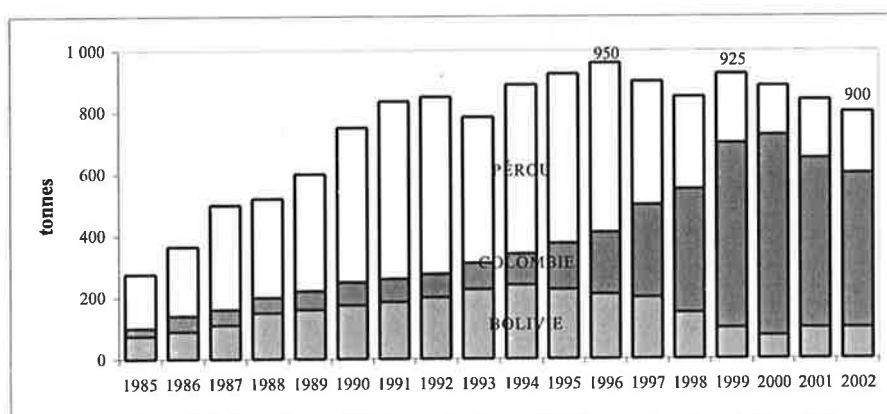
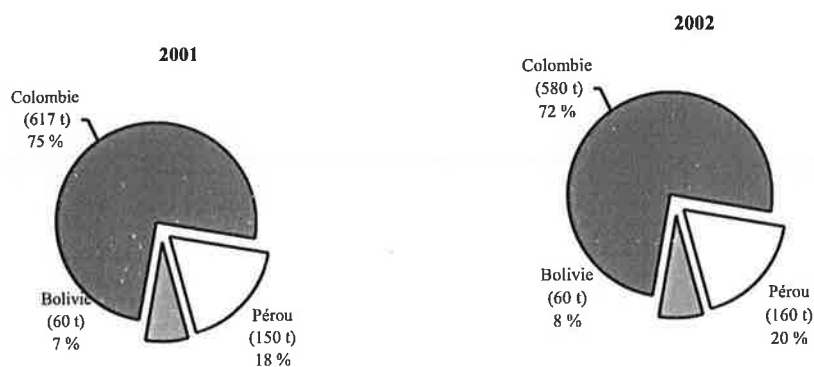


Figure 6
Potentiel de production
de cocaïne



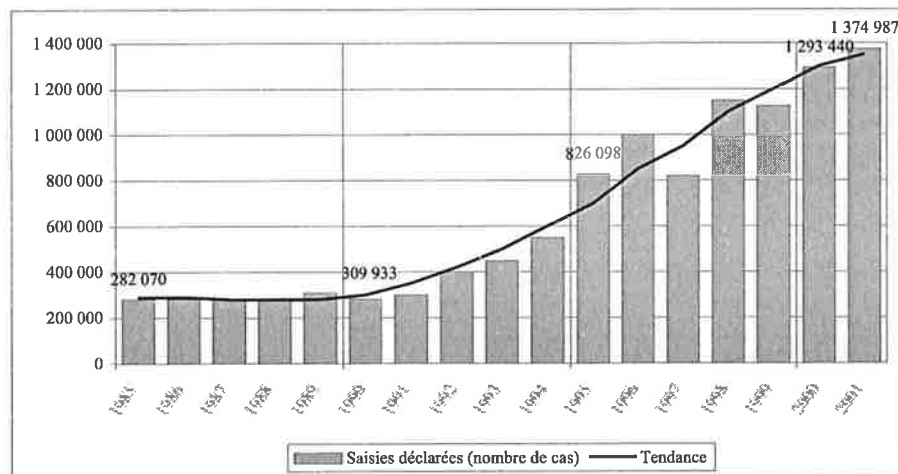
3. Cannabis et stimulants de type amphétamine

29. Faute de données pertinentes, l'ONUDC n'est pas à même de surveiller avec précision les tendances de la production de cannabis et de drogues synthétiques d'une année à l'autre. Toutefois, des indicateurs indirects tendent à montrer que la production mondiale de cannabis et de stimulant de type amphétamine a poursuivi sa progression au cours des dernières années, bien que des variations régionales aient pu être observées.

B. Trafic

30. Dans l'ensemble, comme le montre le nombre de saisies effectuées, le trafic a poursuivi sa progression en 2001, bien qu'à un rythme plus lent que dans les années 90 (les dernières données concernant les saisies, reçues des États Membres dans leurs réponses au questionnaire destiné à l'élaboration des rapports annuels, portent sur l'année 2001) (voir fig. 7 et 10).

Figure 7
Saisies mondiales déclarées, 1985-2001

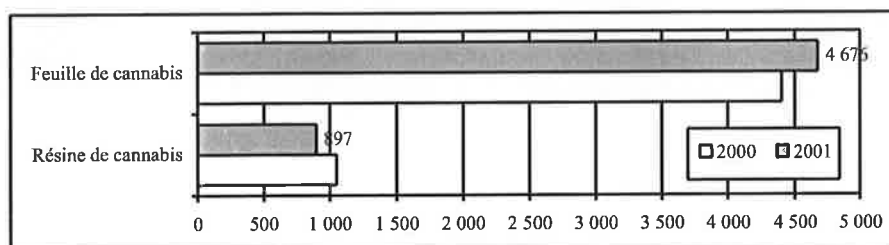


1. Cannabis

31. Les quantités les plus importantes de drogues saisies dans le monde concernaient les feuilles de cannabis, suivies de la résine de cannabis. Les quantités saisies de cannabis sont demeurées stables en 2001. Les saisies les plus importantes de feuilles de cannabis en 2001 ont été effectuées au Mexique; les saisies les plus importantes de résine de cannabis ont été effectuées en Espagne (voir fig. 8).

Figure 8

Saisies mondiales en tonnes, sur la base de l'équivalent en poids, 2000 et 2001

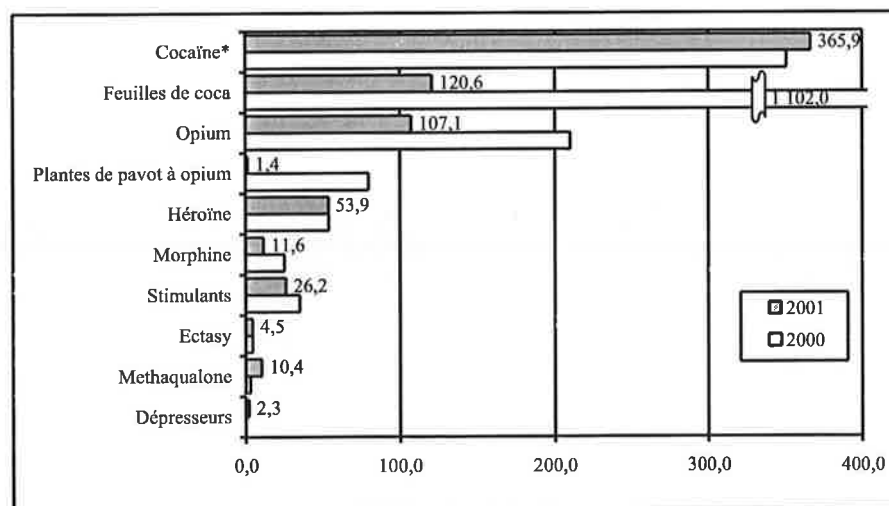


2. Cocaïne

32. Sous l'angle des quantités de drogues saisies dans le monde, la cocaïne occupait la troisième place. Les saisies sont demeurées plus ou moins stables en 2001. Les saisies les plus importantes de cocaïne ont été effectuées aux États-Unis, et en deuxième lieu en Colombie (voir fig. 9).

Figure 9

Saisies mondiales en tonnes (sur la base de l'équivalent en poids), 2000 et 2001



* Cocaïne, à l'exclusion des saisies sous forme liquide.

3. Opiacés

33. Dans l'ensemble, les saisies d'opiacés ont diminué de 23 % en 2001. Cette diminution est due à la baisse considérable de la production d'opium en Afghanistan au cours de cette année. La plupart des saisies d'opiacés (opium, morphine et héroïne) ont continué d'être opérées en République islamique d'Iran. Les saisies les plus importantes d'héroïne ont toutefois eu lieu en République populaire de Chine en 2001.

4. Stimulants de type amphétamine (à l'exclusion de l'ecstasy)

34. Après des années de progression rapide, les saisies de stimulants de type amphétamine (non compris l'ecstasy) ont baissé en 2001 de 36 %. Cette réduction était principalement due à la diminution du nombre de saisies de méthamphétamine signalées par la Chine, pays où la plupart des saisies de cette substance avaient été effectuées au cours des dernières années. Le nombre total de saisies de stimulants de type amphétamine (non compris l'ecstasy) n'était pas moins encore quatre fois plus élevé qu'en 1995 et huit fois plus élevé qu'en 1990. Les saisies les plus importantes de stimulants de type amphétamine ont été signalées en 2001 par la Thaïlande.

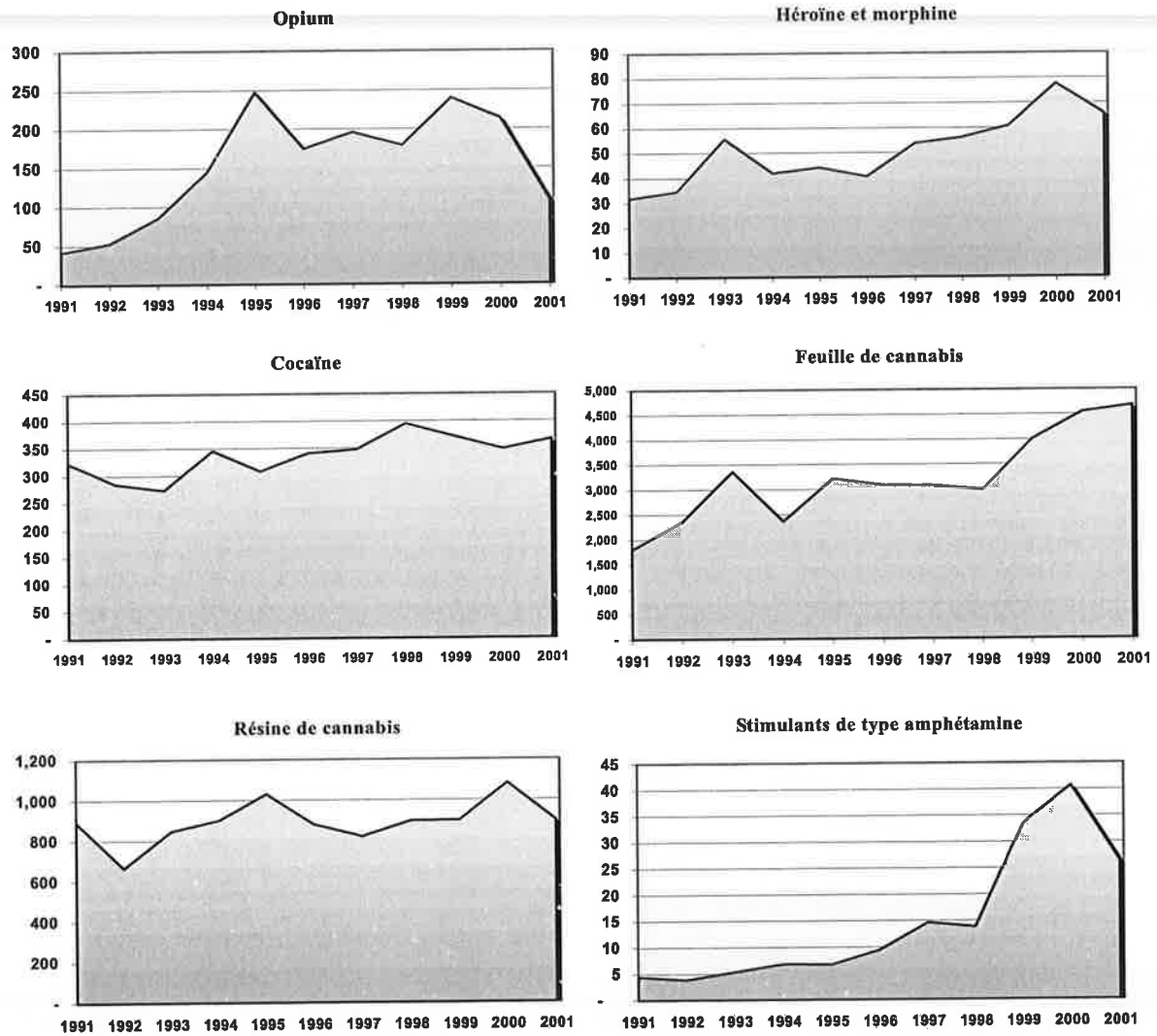
5. Ecstasy

35. Les saisies d'ecstasy ont reculé d'environ 10 % en 2001. Une baisse a été observée sur certains des principaux marchés, dont ceux des pays suivants : États-Unis d'Amérique, Canada, Pays-Bas, France et Italie. Les saisies les plus importantes d'ecstasy ont été signalées par les Pays-Bas, suivis par les États-Unis.

E/CN.3/2004/6

Figure 10
Tendances des saisies mondiales, 1991-2001

(En tonnes)



C. Consommation

36. Selon les estimations de l'ONUDC, quelque 200 millions de personnes consomment des drogues illicites (prévalence annuelle 2000-2001), dont 163 millions du cannabis, 34 millions des amphétamines, 8 millions de l'ecstasy, 14 millions de la cocaïne, 15 millions des opiacés (dont 10 millions de l'héroïne). Étant donné la polytoxicomanie, ces chiffres sont supérieurs au nombre total de personnes s'adonnant à la consommation de drogues et doivent être envisagés avec beaucoup de circonspection, les données relatives à la prévalence signalées présentant de nombreuses lacunes.

Figure 11

Ampleur de la consommation de drogues (prévalence annuelle) – estimations 2000-2001

	<i>Drogues illicites, dont :</i>	<i>Stimulants type amphétamine</i>			<i>Cocaïne</i>	<i>Opiacés</i>	<i>Dont héroïne</i>
		<i>Cannabis</i>	<i>Amphétamines</i>	<i>Ecstasy</i>			
Dans le monde (en millions de personnes)	200,0	162,8	34,3	7,7	14,1	14,9	9,5
En pourcentage de la population mondiale	3,4	2,7	0,6	0,1	0,2	0,3	0,16
En pourcentage de la population mondiale âgée de 15 ans et plus	4,7	3,9	0,8	0,2	0,3	0,4	0,22

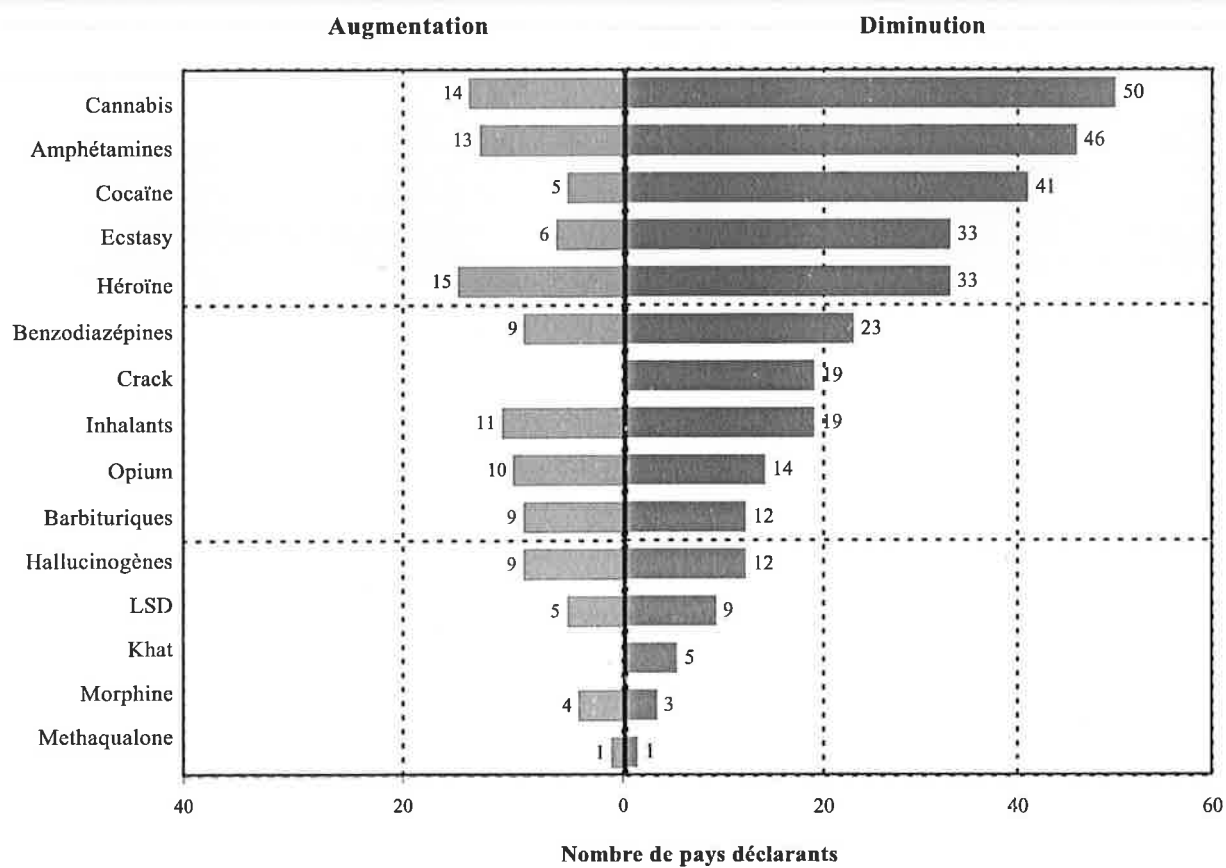
Source : ONUDC, rapports annuels, réponses aux questionnaires, rapports nationaux d'organismes régionaux, estimations de l'ONUDC.

37. Selon les renseignements reçus, le phénomène des drogues continue à se répandre géographiquement parlant dans la mesure où le nombre de pays signalant une augmentation de l'abus de drogues dépasse celui des pays faisant état d'une diminution (voir fig. 12). Comme les années précédentes, c'est le cannabis dont l'abus a le plus progressé, suivi des stimulants de type amphétamine. Selon certains indices, le taux d'augmentation ralentit toutefois, sauf dans le cas de l'ecstasy.

E/CN.3/2004/6

Figure 12

Consommation de drogues : tendances mondiales pour certaines drogues, 2001 (à partir d'informations en provenance de 92 pays)

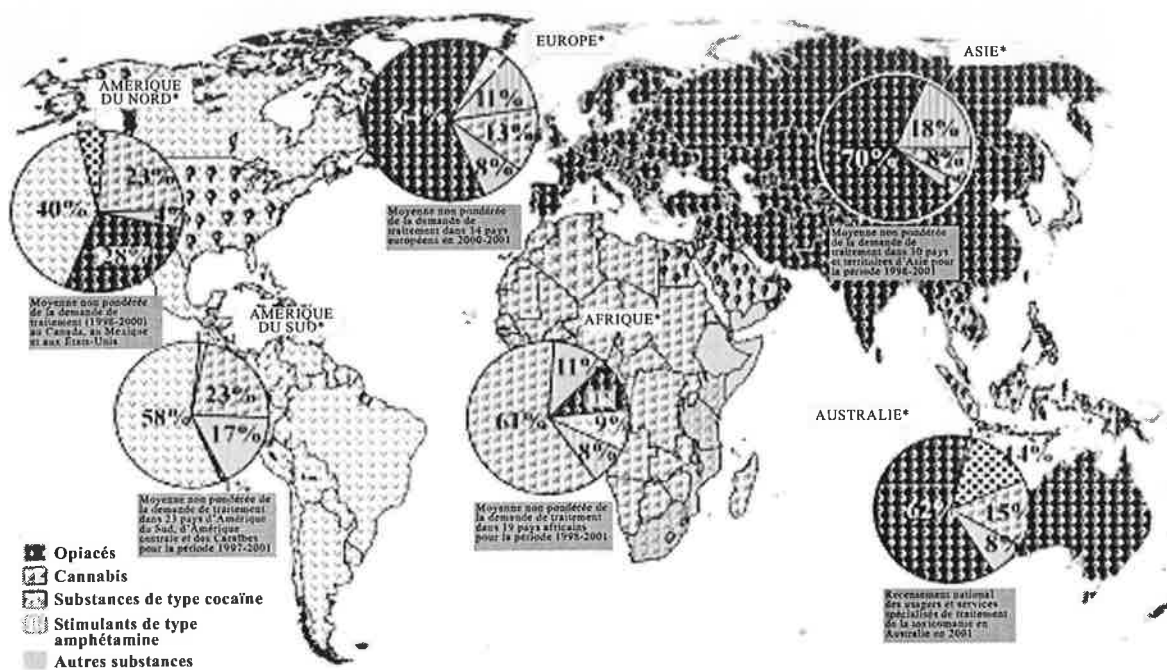


Source : ONUDC, rapports annuels , données tirées de questionnaires.

38. Comme le montre la demande de traitement, les opiacés, suivis de la cocaïne, continuent à être dans le monde les principales drogues posant problème, alors que ce sont les stimulants de type amphétamine dans une grande partie de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. En Afrique, la demande de traitement continue à être concentrée sur le cannabis (voir fig. 13).

Figure 13

Principales drogues posant problème (selon la demande de traitement) à la fin des années 90 (mis à jour en 2003)



Sources: ONUDC, questionnaire destiné à l'élaboration des rapports annuels/Delta; rapports nationaux des gouvernements.

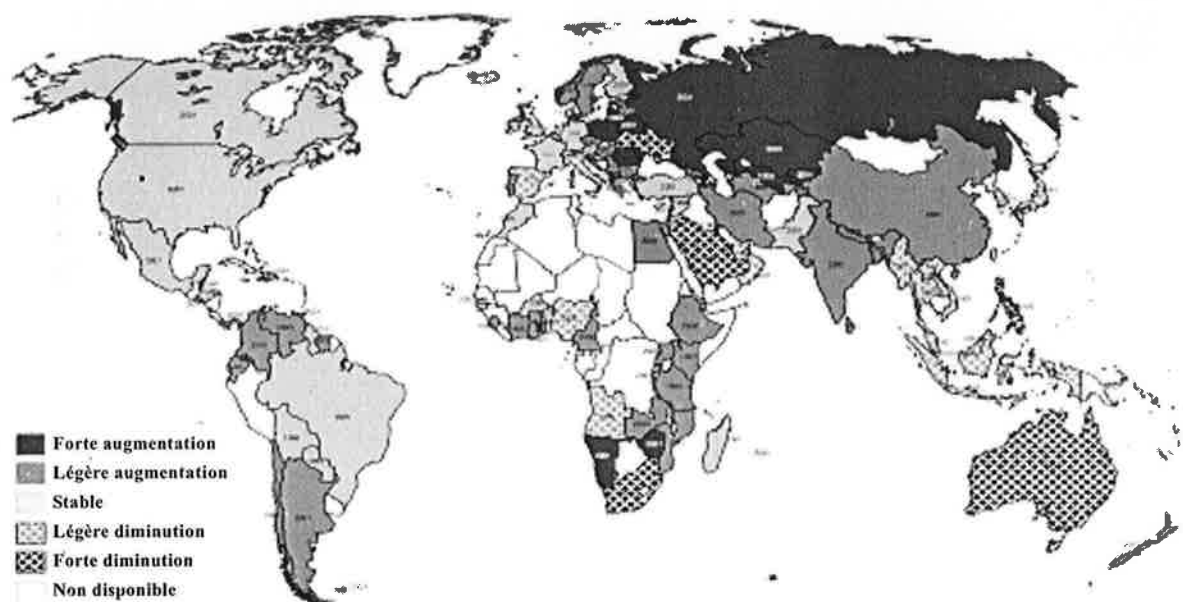
E/CN.3/2004/6

1. Opium/héroïne

39. La consommation d'héroïne a reculé en 2001 en Asie de l'Est, en Océanie et en Europe occidentale, tout en continuant à progresser dans les pays situés sur les circuits du trafic d'héroïne afghane vers la Fédération de Russie et l'Europe (voir fig. 14).

Figure 14

Évolution de la consommation d'héroïne et d'autres opiacés, 2001
(ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles)



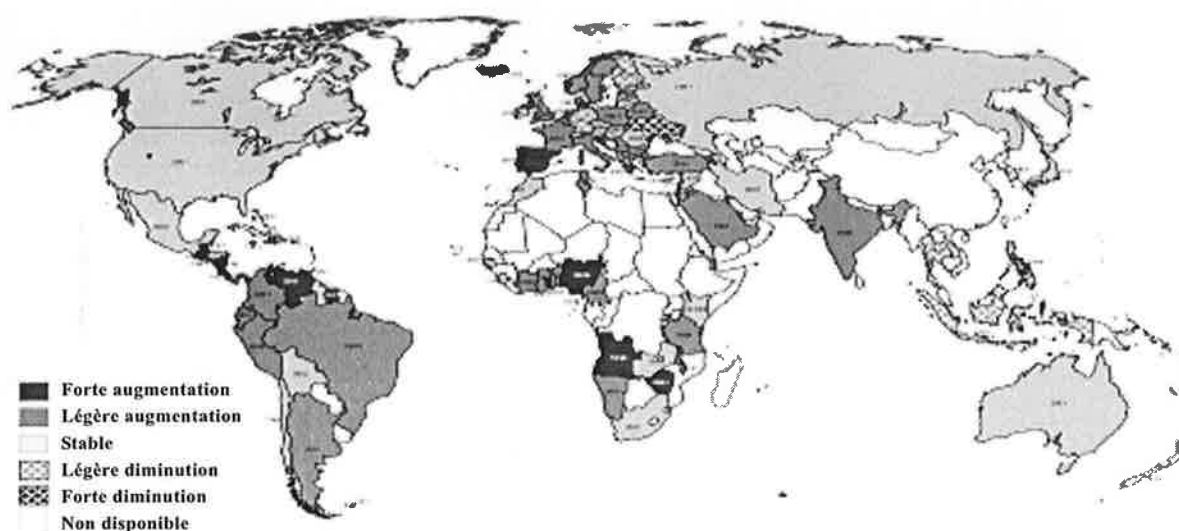
Sources: ONUDC, questionnaire destiné aux rapports annuels; ONUDC (centre régional de Bangkok), Epidemiology Trends in Drug Trends in Asia (Findings of the Asian Multicity Epidemiology Workgroup); Enquêtes nationales auprès des ménages communiquées à l'ONUDC; Département d'État des États-Unis (Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs), International Narcotics Control Strategy Report; Bundeskriminalamt (BKA) et autres rapports des services de police; SACENDU (Réseau épidémiologique sud-africain sur l'abus des drogues); ONUDC, Réunion des chefs de service chargés, au plan national, de la lutte contre le trafic illicite des drogues; Atelier global sur les systèmes d'information sur les drogues.

2. Cocaïne

40. La consommation de cocaïne a continué à progresser en Europe occidentale et en Amérique du Sud, est restée stable en Amérique du Nord et a reculé chez les lycéens américains en 2001 (voir fig. 15).

Figure 15

Évolution de la consommation de cocaïne, 2001
(ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles)



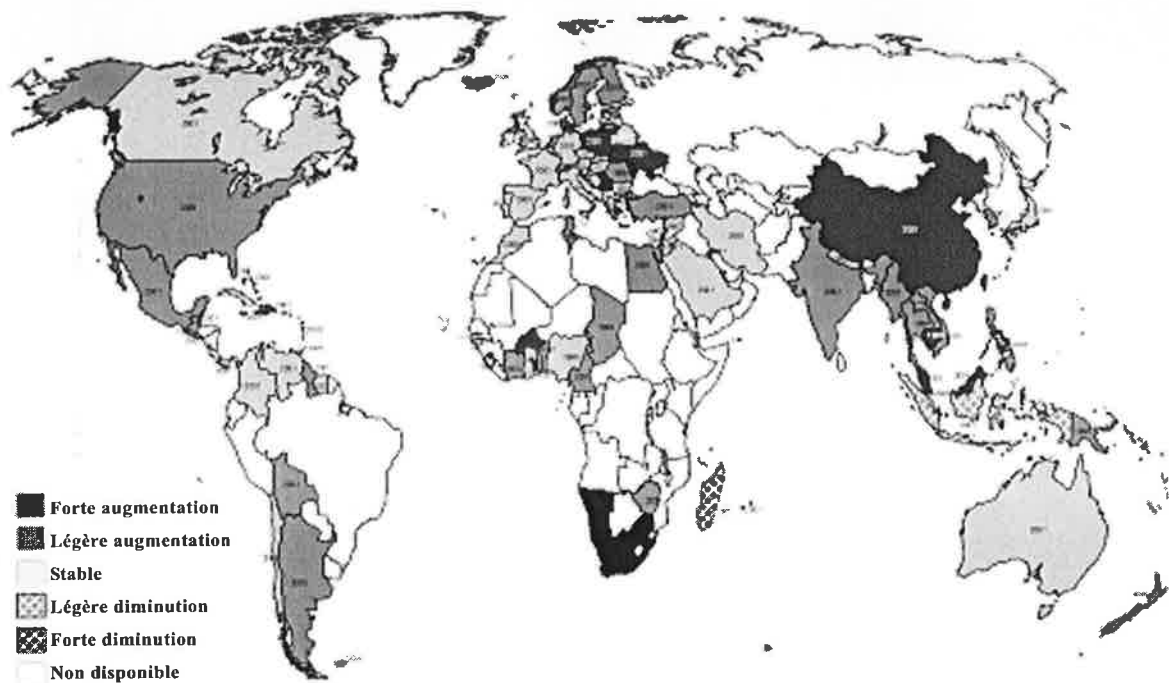
Sources: ONUDC, questionnaire destiné aux rapports annuels; ONUDC (centre régional de Bangkok), Epidemiology Trends in Drug Trends in Asia (Findings of the Asian Multicity Epidemiology Workgroup), décembre 1999; Enquêtes nationales auprès des ménages communiquées à l'ONUDC; Département d'État des États-Unis d'Amérique (Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs), International Narcotics Control Strategy Report; 1999 Bundeskriminalamt (BKA) et autres rapports des services de police; SADENCU (Réseau épidémiologique sud-africain sur l'abus des drogues, juillet-décembre 1998); ONUDC et Ministère de l'éducation, Estudio Epidemiológico 1999; CEDRO, Epidemiologia de Drogas en la población urbana Peruana – 1995; Rapport annuel de l'OICS pour 1999.

3. Stimulants de type amphétamine (à l'exclusion de l'ecstasy)

41. L'épidémie de méthamphétamine semble se poursuivre en Asie du Sud-Est, alors que l'abus de cette substance s'est stabilisé au Japon. En Europe occidentale, l'abus d'amphétamine s'est stabilisé, tout en continuant à progresser en Europe orientale et en Europe du Nord (voir fig. 16).

Figure 16

Évolution de la consommation de stimulants de type amphétamine (à l'exclusion de l'ecstasy), 2001 (ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles)



Sources: ONUDC, questionnaire destiné aux rapports annuels; ONUDC (centre régional de Bangkok), Epidemiology Trends in Drug Trends in Asia (Findings of the Asian Multicity Epidemiology Workgroup); enquêtes nationales communiquées à l'ONUDC, Département d'État des États-Unis d'Amérique (Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs), International Narcotics Control Strategy Report; rapport du Bundeskriminalamt (BKA); rapports d'autres services de répression.

4. Ecstasy

42. La plupart des pays ayant fourni des renseignements sur l'ecstasy ont fait état d'une propagation de l'abus de cette substance (voir fig. 17).

Figure 17

Évolution de la consommation d'ecstasy (MDA, MDEA, MDMA), 2001
(ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles)



Sources: ONUDC, questionnaire destiné aux rapports annuels; ONUDC (centre régional de Bangkok), Epidemiology Trends in Drug Trends in Asia (Findings of the Asian Multicity Epidemiology Workgroup); enquêtes nationales communiquées à l'ONUDC; Département d'État des États-Unis d'Amérique (Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs), International Narcotics Control Strategy Report; rapport du Bundeskriminalamt (BKA); rapports d'autres services de répression.

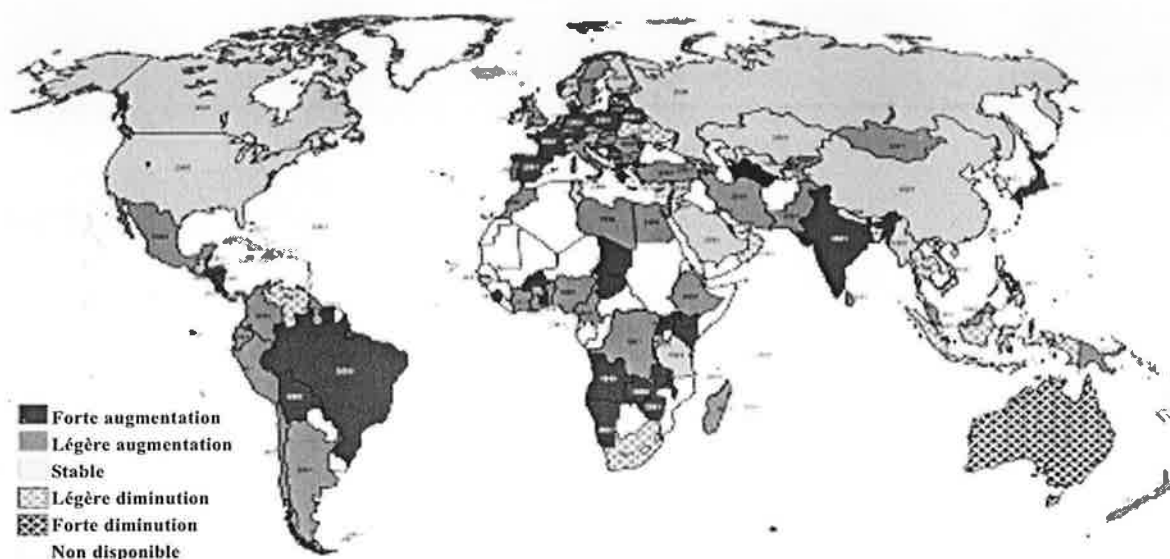
E/CN.3/2004/6

5. Cannabis

43. La consommation de cannabis a progressé en Afrique, en Amérique du Sud, en Europe et en Asie du Sud-Ouest. Une diminution a été observée en Océanie et en Asie du Sud-Est (voir fig. 18).

Figure 18

Évolution de la consommation de cannabis, 2001
(ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles)



Note: Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

SPECIAL SUPPLEMENT

GLOBAL ESTIMATES OF FATAL OCCUPATIONAL ACCIDENTS

Dr. J. Takala
International Labour Office
4 Route des Morillons
CH- 1211 Geneva 22
Switzerland

Abstract

Objective: Data on occupational accidents is not available from all countries in the world. Furthermore, under-reporting, limited coverage by reporting and compensation schemes, and non-harmonized accident recording and notification systems undermine efforts to obtain world-wide information on occupational accidents. This paper presents a method and new estimated global figures of fatal accidents at work by region.

Method: The fatal occupational accident rates reported to the International Labour Office are extended to the total employed manpower in countries and regions. For areas not covered by the reported information rates from other countries that have similar or comparable conditions are applied.

Results: An average estimated fatal occupational accident rate in the whole world was 14.0/100,000 workers and the total estimated number of fatal occupational accidents was 335,000 in 1994. The rates are different for individual countries and regions and for separate branches of economic activity.

Conclusions: Fatal occupational accident figures are higher than previously estimated. The new estimates can be gradually improved by obtaining and adding data from countries where information is not yet available. Sectoral estimates for at least key economic branches in individual countries would further increase the accuracy.

Keywords: Occupational accidents, fatality rates, statistics, recording and notification systems.

Background

The International Labour Office (ILO) collects and publishes global accident figures and rates which are based on national recording and notification systems¹. The ILO also supports member States to enhance their recording and notification systems for occupational accidents and diseases². However, reasonably reliable data may only be obtained from a rather limited number of countries i.e. from about one third of the ILO's 174 member States. The information is not based on harmonised recording and notification systems, under-reporting is common, and in many countries the reporting and compensation systems cover only selected economic activities leaving out major sectors, such as agriculture, that are known to have higher than average accident frequency rates. Furthermore, some countries cover commuting accidents, traffic accidents at work, and occupational diseases while others do not. Fatal occupational accidents are better reported than non-fatal in developing countries but same limitations apply¹. Under-reported figures and low estimates are currently used as a baseline for priority setting at the national level which leads to preventive action that is less than appropriate.

In addition to a better picture on fatal accidents, rough estimates of non-fatal accidents could be derived from the data on fatal accidents.

Studies in USA³, Australia⁴, Zimbabwe⁵, Finland⁶ and the European Union^{7,8} show that - if reporting is reliable enough - a rather constant ratio exists between fatal and non-fatal accidents that lead to absence from work. This was shown first time by the classical work of Heinrich⁹ already in 1931.

Earlier estimates have been based on a crude global fatality rate (8/100,000 workers) obtained from existing sources of industrialised countries. No attempts have been made to estimate such rates regionally. These earlier figures have been shown to be underestimates by new information from developing countries. New sources are based on real counts of fatalities in selected ILO member States and range from 1.5 to 5 times higher¹ than the old estimates.

Objective

The objective of this paper is to establish a better method to estimate the number of fatal occupational accidents, in particular, at global but also at regional and national levels. This estimate can be based on available data, and it would provide a basis for setting policies and priorities for prevention of such accidents, as well as for funding and national decision making. More realistic estimates would demonstrate a visible difference compared to the actual - and often unrealistic - reported data, which in turn would motivate countries to improve their recording systems. The need for international harmonization of reporting methods and criteria will be easier understood.

What is reported – source data

Usually the ILO's member States report both absolute numbers and frequency rates of fatal occupational accidents calculated for 1,000 workers. The frequency rates are more useful than absolute numbers for preventive purposes and for comparisons within and outside the reporting field. The ILO receives reports that usually contain information on fatal accidents at work and include those accidents that occur in traffic while the worker is carrying out his duties. Fatal commuting accidents and fatal occupational diseases are often but not always separately reported although the latter figures are very poorly given. The reliability, comparability and transparency of data are reduced, if these figures are not given separately. The data has been obtained from the annual compilation of the ILO *Yearbook of Labour Statistics*¹.

Detailed accident statistics are equally submitted to the ILO and these are included in the CISDOC database¹⁰. This database was used for the study to retrieve country specific published data.

Employment figures have been obtained from the ILO *Yearbook*¹, the United Nations Development Programme *Human Development Report 1994*¹¹ and from the *Global Burden of Disease and Injury Series of Murray and Lopez*¹². If either employment or fatality rate was not available for the year in question data from the closest year where data was available was used.

Method

Accident reporting schemes of industrialized countries and of economies in transition cover higher proportion of the employed manpower than those of developing countries, but even in industrialized countries normally not all industries, such as agriculture and the self-employed, are included. Information from developing countries is often limited to a small proportion of the economically active manpower. When reported rates, in fatal accidents per 100,000 workers, are applied to the whole economically active manpower much higher - and more reliable - numbers of fatal occupational accidents are obtained. To estimate the rates for countries where no reliable data is available rates from similar or comparable countries have been used.

Example: The given occupational fatality rate for Finland was 3.2/100,000 in 1993⁶. The equivalent covered population was 1.729 million employees (reporting base). The number of occupational fatalities within this group was 56. The size of the employed labour force, active employment, was however 2.064 million, which includes the self-employed, in particular, farmers, not included in the usual reporting scheme. When the rate 3.2 is applied to all employed, a calculated but realistic figure 66 is obtained. Some ten (10) fatalities were discovered that were not reported to the ILO. This figure (10) was then compared to the separately reported number of occupational fatal accidents for the 131,000 insured farmers, which was 6. The remaining number of expected but not reported fatal accidents (4) for the 104,000 actively employed (=self-employed) workers, which were not covered by the reporting scheme, looks very reasonable (3.8/100,000 workers while the overall rate was 3.2/100,000). This method thus produced almost precisely accurate results for the fatal accidents of self-employed workers, which are normally not reported to the ILO. In addition, the detailed statistics also reported 14 commuting fatalities and 92 fatal occupational diseases, of which almost all caused by asbestos.

The method is not expected to be equally accurate for countries where the missing part of information is proportionally much higher.

Results

The results have been classified according to the World Bank regions since regional employment figures were available and comparable countries are reasonably well grouped together. Table 1 covers the Established Market Economies (EME's) and provides well reported data. The total number of fatal occupational accidents was estimated (calculated) to be 19,662 while the reported number was 16,320. For some countries specifically reported data was used to cover missing information. For example the fatality rates for Norway are average rates from 1985-1989¹³.

The European Union rate (5.89/100,000 workers) was calculated for 1994⁷ based on 13 countries following the model of Eurostat. Data from the Netherlands and the United Kingdom were not used. The resulting rate (5.89/100,000 workers) was slightly lower than the latest available given rate from the EU for the previous year 1993 (6.10/100,000 workers). It may reflect either random fluctuation of the number of accidents from year to year or a real decline and improvement in work environment in the European Union. However, even the fairly well organised reporting systems in Europe miss some 3,000 occupational fatalities: 9,027 expected, 5,977 reported.

For some countries, such as Japan, the fatality rate was not reported from the original source but calculated by the author. This provides another source of error as the given number of fatalities may well be obtained from a smaller population than the full active employment. Such errors are producing more conservative results and can be corrected once information becomes available.

Major disasters can also be detected, such as the Baltic ferry disaster, which doubles the Swedish figures for the year 1994 from the usual. Similar expected increase is not visible in the Estonian figures, which may be caused by different compensation practices.

Reported figures and corresponding frequency rates are never overestimated as they are based on facts. However, the mixing of commuting accidents (and rarely diseases) may cause a source of erroneous increase. This is likely to be offset by the more frequent sources of erroneous decrease.

Table 2 on Former Socialist Europe (FSE) is already somewhat less reliable since the number of missing data is higher. Therefore, no meaningful resulting number of reported data to the ILO for the whole region can be given. The expected number of fatal occupational accidents (15,563) is, however, realistic.

Figures on both India and China (Table 3), are much less reliable and based on figures from other countries and regions: Malaysia (11.0/100,000) in the case of India and FSE (11.1/100,000) in the case of China. It is likely that the real figures are (considerably) higher than estimated and expected to increase closer to the levels of countries in the group Other Asia and Islands (OAI) as the Indian and Chinese economies continue to grow.

The highest rates (23.1/100,000) and absolute fatality figures (80,586) are found in Other Asia and Islands (OAI) as shown in Table 4. The reason is that the rapidly industrialising countries such as the Republic of Korea, Thailand and Indonesia have reported high fatal accident frequency rates. These rates are, however, obtained from a relatively small part of the manpower, which is covered by the compensation schemes. The biggest component of the usually non-covered manpower is the agriculture, which is clearly more dangerous than the average of all industries in the whole world. The given fatality rate in the Republic of Korea in agriculture (90/100,000) is close to three times more dangerous than the average fatality rate (34/100,000). Methods in agriculture may, however, differ and the average rate in agriculture may be not so high in all other countries of the region.

The component of Table 5 that covers Sub Saharan Africa is almost solely based on the frequency rate in Zimbabwe. Togo figures are close to those in Zimbabwe. The resulting absolute number of fatalities is not much more than an informed guess before further information becomes available. Farmers' fatality rates are, however, providing some indicators as most of the actively employed in the region are occupied in agriculture. Burkina Faso had an agricultural fatality rate of 99.7/100,000. Guinea-Bissau had a 6-year average agricultural fatality rate of 90/100,000 but obviously based on a very small population covered.

Latin-American results are based on the biggest country figures i.e. those of Brazil. Other available data (Bolivia, Colombia, Mexico, Panama, Guatemala) confirm that the rate for the region (13.5/100,000) is reasonable.

Middle Eastern Crescent (MEC) has been based on a weighted average of Turkey and Egypt, which are reasonably large samples of the region. The rate in agricultural work is again higher than average. The last part of table 5 shows an overall absolute figure of fatalities in the region to be 41,850.

World figures are summed up in Table 6. The world rate is 14.0/100,000 workers and the estimated absolute number of fatal occupational accidents comes close to 335,000. The earlier ILO estimate has been 220,000 fatalities, which is clearly shown to be an underestimate¹⁴.

Discussion

How to improve the accuracy of the figures obtained?

The estimated or obtained industry (economic branch) specific frequency rates and corresponding employment figures from regions or countries that have similar or comparable conditions would provide a more accurate basis for calculations. If, for example, rates for agriculture, construction, transport and informal sector could be obtained from representative countries or regions, and if these sectoral rates would be weighted with the actual numbers of sectorally employed workers, the country estimates would be much better.

How to get figures of non-fatal accidents?

The ratio between fatal occupational accidents and accidents causing three or more days' absence from work varies with a wide range:

1/10	Africa ¹
1/600	ILO earlier estimate ¹⁵
1/933	USA ratio of fatal per all disabling accidents in 1992 (6,529/6.09 million) ³
1/1019	Finland: 55/56,072 3 days or more absence from work in 1994; 1/975 in 1993 (56/54,623)
1/1818	55/99,980 for all notified accidents in Finland
1/2029	USA ratio of fatal per all non-fatal injuries in 1992 (6,529/13.247 million)

A low ratio indicates under-reporting of minor accidents, which is very common. No cases of over reporting are expected. A reasonably conservative ratio 1/750, between the fatal accidents and non-fatal accidents could be a basis for a new ILO estimate of non-fatal occupational accidents. This would elevate the ILO's estimate of the number of accidents to **250 million** per year in the whole world, if the estimates are derived from the figures presented above. Using a higher ratio experienced in Finland and USA (1/1000) would result in a world figure of 335 million. In fact, the recently presented ILO, WHO and United Nations figures, 250 million occupational accidents and 160 million occupational diseases are still based on relatively conservative estimates¹⁶.

How to get all work-related fatalities?

Commuting accidents are generally not included in the results given above. The ratio between occupational accidents (at the workplace and in traffic at work) and commuting accidents is 68%/32%¹⁷ (or more precisely fatal accidents at work/ fatal traffic accidents at work/ fatal commuting accidents: 49.3%/18.6 %/32%). If the estimate for the world, 335,000 fatal occupational injuries caused by accidents, is taken as a baseline, the estimate for fatal commuting accidents will be 158,000.

The ratio of work-related traffic fatalities from all traffic deaths is 7.67%¹⁷ (traffic at work/ commuting: 2.77%/4.89% of all traffic fatalities). In the USA the ratio of fatal highway work accidents is 3.04 from all fatal road accidents¹⁸ i.e. slightly higher than that in Finland. The ratio of fatal commuting accidents (of all fatal traffic accidents) in USA is most likely also higher, and probably clearly higher for developing countries, where proportionally less time is consumed in leisure time traffic (fewer motor vehicles).

Example: Murray and Lopez¹⁹ estimate that there are 222,000 road traffic accidents in the developed regions. Of those some 7.67% or 17,027 fatal road accidents are work-related (at work in traffic or commuting accidents). Roughly the same number, or 17,000 (49.3% of total work-related fatal accidents) is expected to take place at a stationary workplace, and 6324 while in traffic at work, total at work some 23,000. The calculated figure for EME countries was 19,662 such fatalities in 1994.

The ratio of fatal occupational accidents/fatal occupational diseases was 51%/49% calculated from all fatal occupational injuries in Finland in 1990 - 1994, and 40%/ 60% in 1994¹⁷.

This would mean 325,000 fatal occupational diseases in the whole world. Counting all these together:

335,000	fatalities at workplace
158,000	fatalities for commuting between work and home
325,000	fatal occupational diseases

818,000 Total

However, this does not cover such diseases that are only partially work related, such as diseases of the heart and the circulatory system. S. Hansen's (Denmark) estimate in the *Working conditions and environment in figures*²⁰ is that 10% of such diseases are work related. There are some 6.26 million deaths caused by ischaemic heart disease in the world, which would mean, if Hansen's estimate is used, 626,000 additional work related deaths. Furthermore, the reference values in Finland cover no silicosis as it is rarely found and practically no fatalities

occur any more. Thus, the number of fatal occupational diseases is expected to be an under-estimate.

The Australian National Occupational Health and Safety Commission estimates that there are 2,900 work related fatalities in Australia⁴. The total employment in Australia was 8.235 million in 1995. The frequency rate for fatal work related injuries (work related accidents and diseases) is 35.2/100,000 workers. The extrapolated world number of work related fatalities is 843,299.

Murray and Lopez estimate that there were 1,129,000 to work-related fatalities 1990. Taking into account the missing work related diseases in the calculations above the magnitudes of the three methods seem to match well. This number - **1.1 million** -, could be considered as the best available estimate of annual work related deaths in the world. This means 3000 deaths caused by work every day.

Table 7 presents the categories of work-related injuries and the estimates of fatal injuries in each category.

Information which will be annually accumulated and added to the ILO's databases will certainly increase the accuracy of these estimates, however, radical changes are not expected. Probably a small gradual growth can be expected due to better reporting and increasing world population and active labour force.

Critical comments

Although the numbers above are based on practically all available information precautions in the interpretation are necessary:

1. Conditions are never completely comparable from one country to other, industrial structures influence strongly the rates of accidents. This results in inaccuracies if rates of one country or region are used - in the absence of proper data - to estimate numbers in another area. For example, if mining and construction industries in one country employ relatively more workers than in another country or region, figures and rates are poorly transferable.
2. Employment figures used were often inaccurate.
3. Under-reporting is likely even in the most advanced countries.
4. Only limited information is available for the two most important sectors in developing countries: the agricultural and informal sectors. These cover more than 50 % of the world active employment. Further specifically planned studies should be undertaken to reveal more accurate information.
5. The number of unemployed was estimated but that of the underemployed has not been taken into account. It is likely that a major part of the underemployed are engaged in the informal sector but details are not available.

Acknowledgements

The staff of the ILO's Occupational Safety and Health Branch has greatly contributed to this paper. Ms. Mary Anderson has efficiently processed the tables and the text. Mr. K. Mikkola from the Ministry of Health and Social Affairs in Finland has given statistical advice.

References

- ¹ International Labour Office: *Yearbook of Labour Statistics* 1996, 55th issue, Geneva 1996. 1145p. (in English, French, Spanish)
- ² International Labour Office: *Recording and Notification of Occupational Accidents and Diseases*, Code of Practice, Geneva 1996, 97p.
- ³ Leigh J.P., Markowitz S.B., Fahs M., Shin C., Landrigan P.: *Occupational Injury and Illness in the United States*. Arch Intern Med. 1997; Vol.157: 1557-1568
- ⁴ National Occupational Safety and Health Commission: *Australian Occupational Health and Safety*, Statistics Bulletin No.1 - Trends Over Recent Years. Sydney 1997.
- ⁵ Loewenson R.: *Health Impact of Occupational Risks in the Informal Sector in Zimbabwe*. An ILO report issued in Internet: <http://www.ilo.org/public/english/90travail/sechyg/papers/infzimb/index.htm>
- ⁶ Statistics Finland, Ministry of Labour: *Accidents at work 1993*, Official Statistics of Finland, Helsinki 1996. 70p. (in Finnish, Swedish and partially English)
- ⁷ Eurostat: *Statistic in Focus 1997/2, Accidents at work in the European Union in 1993*, Initial Results. European Commission, Luxembourg 1997. 4p.
- ⁸ Eurostat: *Statistics in Focus, 1998/2, Accidents at work in the European Union in 1994*, European Commission, Luxembourg, 1998, 4p.
- ⁹ Heinrich H.W.: *Industrial Accident prevention*. First ed.. 1931, copyright 1969 by Vida E. Heinrich, McGraw-Hill Co., USA
- ¹⁰ International Occupational Safety and Health Information Centre, CIS: CISDOC bibliographic database, printed, on-line and CD-ROM versions, ILO Geneva 1997 (in English and French)
- ¹¹ United Nations Development Programme: *Human Development Report 1994*, New York 1994. 226p.
- ¹² Murray C.J.L., Lopez A.D., Vol. II of the *Global Burden of Disease and Injury Series*, Global Health Statistics, World Health Organization, World Bank, Harvard School of Public Health, Harvard, Cambridge, MA, 1996.
- ¹³ The Danish Work Environment Service: *Fatal Accidents at Work, Fatal Accidents in the Nordic countries over a ten-year period*, Copenhagen 1993. 28p.
- ¹⁴ International Labour Office/World Health Organization: *Methods for health impact assessment in environmental and occupational health*. Report on WHO/ILO Consultation, ILO/WHO Geneva, 1998. p.19-20.
- ¹⁵ International Labour Office: *Programme and Budget for 1998-99*, ILO, Geneva 1997.
- ¹⁶ Annan K.A.: Occupational health and safety: *A high priority on the global, international and national agenda*. Editorial, Afr. Newslett. on Occ. Health and Safety, Vol.7, no 3, 1997, p.51, Asian-Pacific Newsletter on Occupational Health and Safety, Vol.4, n°3, 1997, p.59, ILO and Institute of Occupational Health, Helsinki.
- ¹⁷ Statistics Finland, Ministry of Labour: *Accidents at work 1994*, Official Statistics of Finland, Helsinki 1997. 70p. (in Finnish, Swedish and partially English)
- ¹⁸ National Safety Council: *Accident Facts* 1996 Edition. Itasca Ill., 1996, 154p.
- ¹⁹ Murray C.J.L., Lopez A. D.: *Summary, the Global Burden of Disease*, World Health Organization, World Bank, Harvard School of Public Health, Harvard, Cambridge, MA, 1996. p.18
- ²⁰ Ministry of Social Affairs and Health: *Working conditions and environment in figures*. Tampere, Finland 1997. 82p. (in Finnish)

FATAL OCCUPATIONAL ACCIDENTS INCLUDING TRAFFIC ACCIDENTS AT WORK

TABLE 1

ESTABLISHED MARKET ECONOMIES (EME)					
Country	Reported Fatality Rate $F_r/10^5$	Employment E, million	Fatalities $F_r \times E$	Fatal accidents reported to ILO	Notes
Australia	7.00	7.921	554	324	1994 ¹
Canada	6.93	13.506	936	724	1994 ¹
Iceland	2.20 c	0.137	3	3	1995 ¹
Japan	3.74 c	64.570	2,414	2,414	1994
New Zealand	5.30 (1993)	1.560	83	71	1995 ³
Norway	3.80 (1985-89)	2.079	79	60	1995 ¹
Switzerland	7.30	3.776	276	238	1994 ^d
USA	5.30 c	124.900	6,600	6,588	1995 NSC ^b
Austria	6.10	3.742	228	160	1994
Belgium	7.00 (1991)	3.772 (1992)	264	115	1994
Denmark	2.90	2.555	74	75	1994
Finland	3.20	2.064	66	56	1993
France	7.40	22.110	1,636	1,082	1991
Germany	4.70 c	36.076	1,712	1,712	1994
Greece	4.40	3.790	166	56	1994 ⁴
Ireland	3.60	1.268	46	50	1994
Italy	4.50	20.002	900	649	1994 ⁴
Luxembourg	10.00 c	0.190 (1990)	19	19	1992
Netherlands	3.10 c	6.692	213	213	.. ⁵
Portugal	5.80 c	4.458	258	258	1994 ⁶
Spain	10.20	12.042 (1995)	1,228	1,008	1994
Sweden	6.20	3.928	243	234	1994 ²
United Kingdom	1.40	25.317 (1993)	354	291	1994 ⁷
EU author calculation	5.89 ^a c	147.988	8,716 c	5,907	1994
EU given rate ^a	6.10 (1993 EU)	147.988	9,027 c	5,977	1993
Total EME author calculated	5.37	366.455	19,662	16,320	1994

a = Eurostat 1997-2
b = National Safety Council
c = calculated, not reported
d = Suva, Luzern
italics = data not available

1 = including diseases
2 = major shipping disaster
3 = commuting accidents and diseases included
4 = commuting reduced

5 = based on Belgian figures
6 = including commuting but without Public Administration Sector
7 = work traffic accidents added

TABLE 2

FORMER SOCIALIST EUROPE (FSE)					
Country	Reported Fatality Rate F_r	Employment E, million	Fatalities $F_r \times E$	Fatal Accidents reported to ILO	Notes
<i>Albania</i>	11.43	0.851 1991	97		
Belarus	8.90	4.696	417	400	1994
Bosnia & Herzegovina				27	1991
<i>Bulgaria</i>	11.43	2.032	232	2	1994
<i>Croatia</i>	11.43	1.108 1993	127	73	1993 ¹
Czech Republic	4.32	5.945	257	257	1994
Estonia	11.60	0.649	75	61	1994 ²
Hungary	11.40	3.751	427	151	1994
Latvia	7.40	1.205	89	89	1995
Lithuania	6.00	1.675	101	128	1995
Macedonia	6.00	0.396	45		
<i>Moldova</i>	11.43	1.681	192	66	1995
Poland	5.70	14.747	840	645	1994 ¹
Romania	7.00	10.914	763	482	1994
Russian Federation	13.80 1995	68.484	9,450	6,770	1994
Slovakia	6.00	2.147	129	121	1994
Slovenia	3.20	0.882	28	25	1994
Ukraine	12.00	19.119	2,294	2,300	1994
Yugoslavia (Serbia)		?			
FSE (10 countries)	11.43	127.060	14,524		
FSE	11.10	140.282 ³	15,563		1994

1 = including commuting
 2 = including commuting & diseases
 3 = source: World Bank

italics = data not available, calculated based on average of other countries in the region

TABLE 3

INDIA (IND)					
Country	Reported Fatality Rate F_r	Employment E, million	Fatalities $F_r \times E$	Fatal Accidents reported to ILO	Notes
<i>India</i>	<i>11.0</i>	334.000	36,740	310	Human Development Report 1994, Labour Force, Employment; F_r based on Malaysia total: 11.0;

italics = data not available, rate based on estimate and Malaysian average 11.0; Indonesia total 43.7; Bangladesh manufacturing 10.0; India mining 42.0; Republic of Korea agriculture 90.0; Kazakhstan agriculture 15.6.

CHINA (CHN)					
Country	Reported Fatality Rate F_r	Employment E, million	Fatalities $F_r \times E$	Fatal Accidents reported to ILO	Notes
<i>China</i>	<i>11.1</i>	614.690	68,231	7,235	1994 State owned enterprises reported

italics = rate based on FSE average calculated value

TABLE 4

OTHER ASIA AND ISLANDS					
Country	Reported Fatality Rate F_r	Employment E, million	Fatalities $F_r \times E$	Fatal Accidents reported to ILO	Notes
Bangladesh	11.00 ⁷	56.160 47% 119.5	6,178		1994 ⁴
Cambodia	11.00	3.780 43% 8.8	415		1994 ⁴
Comores	11.00	0.220 38% 0.6	24		1994 ⁴
Fiji	40.00	0.240 35% 0.7	96		1992 ⁴
Hong Kong	10.90	2.915	318	255	1994 ⁶
Indonesia	43.70	78.104 1992	34,131	2,681	1992 ^{1,5}
Korea, D. Rep. of	11.00	10.170 45% 22.6	1,118		1994 ⁴
Korea Republic of	34.00	19.837	6,745	2,662	1994
Laos	11.00	2.470 55% 4.5	272		1992 ⁴
Macau	11.00	0.173	19	16	1994
Malaysia	11.00	7.645	840	534	1995
Myanmar	11.00	16.817	1,850		1994
Nepal	11.00	8.240 40% 20.6	906		1992 ⁴
Pakistan	36.26	33.047	11,984		1992 ²
Philippines	19.20	25.166	4,832	220	1994 ³
PNG	11.00	1.920 47% 4.1	211		1992 ⁴
Singapore	10.50	1.649	173	65	1994
Sri Lanka	11.00	5.148	566		1994
Thailand	19.20	32.095	6,162	820	1994
Vietnam	11.00	34.050 47% 69.5	3,746		1992 ⁴
TOTAL	23.12	339.840	80,586		1994

1 = based on some 6 million employees

2 = manufacturing $F_r = 17.5$

3 = based on Thailand

4 = Human Development Report Labour Force, 1994

5 = including commuting accidents

6 = including commuting accidents and diseases

7 = dockers $F_r = 41.0$

italics = data not available, rate based on Malaysian average rate

TABLE 5

SUB SAHARAN AFRICA (SSA)			
Reported Fatality Rate F_r per 10^5	Employment E , million	Fatalities $F_r \times E$	Notes
21.0	218.400	45,864	Employment 39% of 560 million ¹ , fatality rate based on Zimbabwe, 1995

1 = Human Development Report, UNDP, 1994

LATIN AMERICA AND CARIBBEAN (LAC)			
Reported Fatality Rate $F_r/10^5$	Employment E , million	Fatalities $F_r \times E$	Notes
13.5	195.000	26,374	F_r = based on Brazilian rate (13.5); E = 44% of ¹ 444 million ²

1 = Human Development Report, UNDP, 1994
2 = Global Burden of Disease, 1996, p.493Other fatality rates: Bolivia 12.5; Colombia 14.1;
Mexico 12.0; Panama 22.0; Guatemala 25.0

MIDDLE EASTERN CRESCENT (MEC)			
Reported Fatality Rate $F_r/10^5$	Employment E , million	Fatalities $F_r \times E$	Notes
22.5	186.000	41,850	F_r based on weighed average rate in Turkey 28.3 - $E=25,537,000$ and Egypt 12.0 - $E=15,241,400$ E = 37% of ¹ 503 million ²

1 = Human Development Report, UNDP, 1994
2 = Global Burden of Disease, 1996, p. 497Other fatality rates: Bahrain 16.5 (1995); Jordan 8.2;
Tunis 9.1; Cyprus, fishing 298.1 (1994); Egypt, agriculture 13.0 (1994); Turkey, agriculture 39.9 (1994).

FATAL OCCUPATIONAL ACCIDENTS IN THE WORLD - ESTIMATES

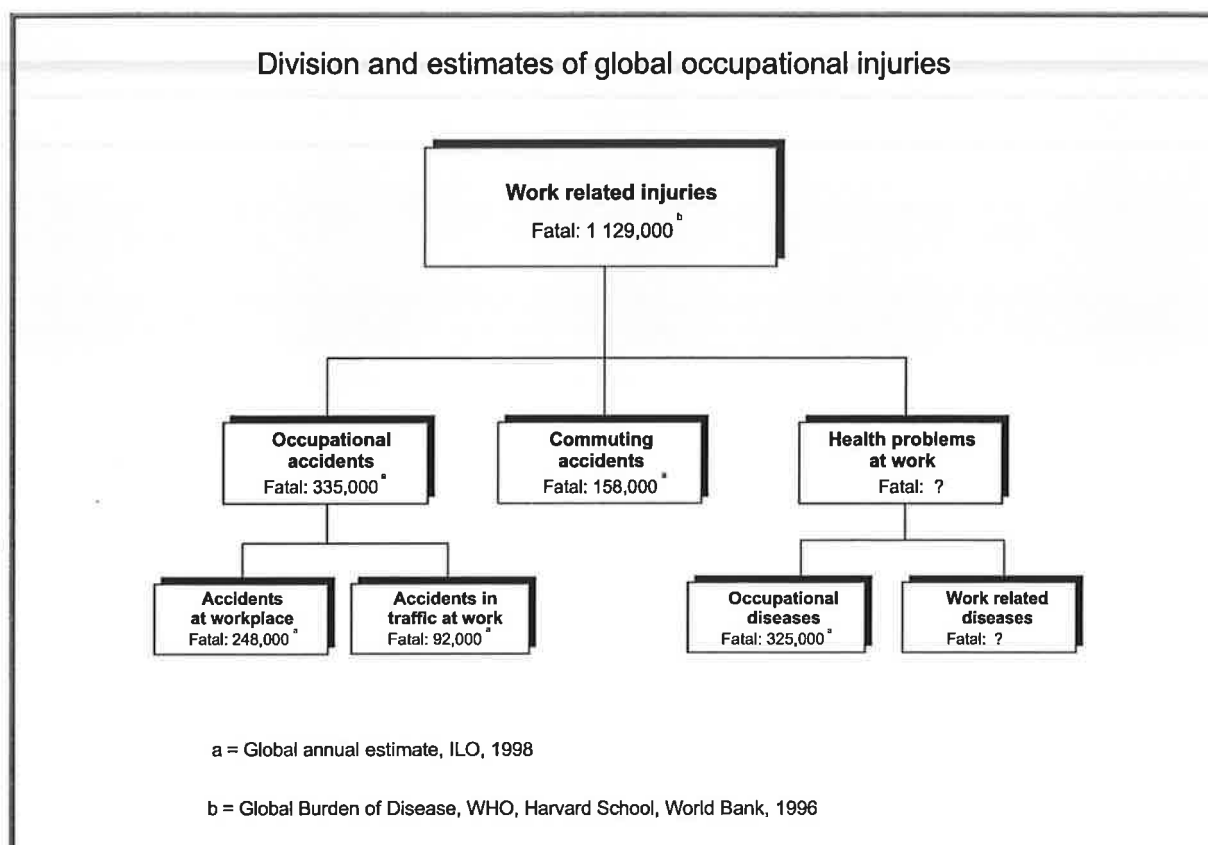
TABLE 6

ALL REGIONS				
Region	Fatality Rate $F_r/10^5$	Employment E, million	Fatalities $F_r \times E$	Notes
EME	5.3	366.437	19,662	World Labour Force 2.7 billion
FSE	11.1	140.282	15,563	
IND	11.0	334.000	36,740	
CHN	11.1	614.690	68,231	
OAI	23.1	339.840	80,586	
SSA	21.0	218.400	45,864	
LAC	13.5	195.000	26,374	
MEC	22.5	186.000	41,850	
WORLD	14.0	2,394.667	334,870	

EME	Established Market Economies	OAI	Other Asia and Islands
FSE	Formerly Socialist Economies of Europe	SSA	Sub-Saharan Africa
IND	India	LAC	Latin America and the Caribbean
CHN	China	MEC	Middle Eastern Crescent

DIVISION AND CATEGORIES OF OCCUPATIONAL INJURIES

TABLE 7



Population 2002

Ranking	Economy	(thousands)
1	China	1,280,400
2	India	1,048,641
3	United States	288,369
4	Indonesia	211,716
5	Brazil	174,485
6	Pakistan	144,902
7	Russian Federation	144,071
8	Bangladesh	135,684
9	Nigeria	132,785
10	Japan	127,150
11	Mexico	100,819
12	Germany	82,495
13	Vietnam	80,424
14	Philippines	79,944
15	Turkey	69,626
16	Ethiopia	67,218
17	Egypt, Arab Rep.	66,372
18	Iran, Islamic Rep.	65,540
19	Thailand	61,613
20	France	59,485
21	United Kingdom	59,229
22	Italy	57,690
23	Congo, Dem. Rep.	51,580
24	Myanmar	48,786
25	Ukraine	48,717
26	Korea, Rep.	47,640
27	South Africa	45,345
28	Colombia	43,733
29	Spain	40,917
30	Poland	38,626
31	Argentina	36,480
32	Tanzania	35,181
33	Sudan	32,791
34	Canada	31,362
35	Kenya	31,345
36	Algeria	31,320
37	Morocco	29,641
38	Afghanistan ^a	27,997
39	Peru	26,749
40	Uzbekistan	25,271
41	Venezuela, RB	25,090
42	Uganda	24,600
43	Malaysia	24,305
44	Iraq	24,174
45	Nepal	24,125
46	Korea, Dem. Rep.	22,489
47	Romania	22,300
48	Saudi Arabia	21,886
49	Ghana	20,271
50	Australia	19,663
51	Sri Lanka	18,968
52	Yemen, Rep.	18,601
53	Mozambique	18,438
54	Syrian Arab Republic	16,986
55	Côte d'Ivoire	16,513
56	Madagascar	16,437
57	Netherlands	16,144
58	Cameroon	15,769
59	Chile	15,589
60	Kazakhstan	14,875
61	Angola	13,121
62	Zimbabwe	13,001
63	Ecuador	12,818

Population 2002

Ranking	Economy	(thousands)
64	Cambodia	12,487
65	Guatemala	11,992
66	Burkina Faso	11,831
67	Niger	11,425
68	Mali	11,374
69	Cuba	11,263
70	Malawi	10,743
71	Greece	10,631
72	Belgium	10,333
73	Zambia	10,244
74	Czech Republic	10,210
75	Portugal	10,177
76	Hungary	10,159
77	Senegal	10,007
78	Belarus	9,925
79	Tunisia	9,781
80	Somalia	9,319
81	Sweden	8,924
82	Bolivia	8,809
83	Dominican Republic	8,613
84	Chad	8,341
85	Haiti	8,286
86	Azerbaijan	8,172
87	Rwanda	8,163
88	Serbia and Montenegro ^b	8,160
89	Austria	8,048
90	Bulgaria	7,965
91	Guinea	7,744
92	Switzerland	7,290
93	Burundi	7,071
94	Honduras	6,797
95	Hong Kong, China	6,787
96	Israel	6,566
97	Benin	6,552
98	El Salvador	6,417
99	Tajikistan	6,265
100	Lao PDR	5,530
101	Paraguay	5,510
102	Libya	5,448
103	Slovak Republic	5,379
104	Papua New Guinea	5,378
105	Denmark	5,374
106	Nicaragua	5,342
107	Sierra Leone	5,235
108	Finland	5,199
109	Georgia	5,177
110	Jordan	5,171
111	Kyrgyz Republic	5,004
112	Turkmenistan	4,793
113	Togo	4,760
114	Norway	4,538
115	Croatia	4,465
116	Lebanon	4,441
117	Eritrea	4,297
118	Moldova	4,255
119	Singapore	4,164
120	Bosnia and Herzegovina	4,112
121	Costa Rica	3,942
122	New Zealand	3,939
123	Ireland	3,920
124	Puerto Rico	3,869
125	Central African Republic	3,820
126	Congo, Rep.	3,657

Population 2002

Ranking	Economy	(thousands)
127	Lithuania	3,469
128	Uruguay	3,361
129	Liberia	3,295
130	West Bank and Gaza	3,231
131	United Arab Emirates	3,218
132	Albania	3,150
133	Armenia	3,068
134	Panama	2,940
135	Mauritania	2,785
136	Jamaica	2,617
137	Oman	2,538
138	Mongolia	2,449
139	Latvia	2,338
140	Kuwait	2,328
141	Macedonia, FYR	2,038
142	Namibia	1,985
143	Slovenia	1,964
144	Lesotho	1,777
145	Botswana	1,712
146	Guinea-Bissau	1,447
147	Gambia, The	1,389
148	Estonia	1,358
149	Gabon	1,315
150	Trinidad and Tobago	1,304
151	Mauritius	1,212
152	Swaziland	1,088
153	Bhutan	851
154	Fiji	823
155	Timor-Leste	780
156	Guyana	766
157	Cyprus	765
158	Bahrain	698
159	Djibouti	693
160	Qatar	610
161	Comoros	586
162	Equatorial Guinea	482
163	Cape Verde	458
164	Luxembourg	444
165	Solomon Islands	443
166	Macao, China	439
167	Suriname	433
168	Malta	397
169	Brunei	351
170	Bahamas, The	314
171	Maldives	287
172	Iceland	284
173	Barbados	269
174	Belize	253
175	French Polynesia	240
176	New Caledonia	220
177	Netherlands Antilles	219
178	Vanuatu	206
179	Samoa	176
180	Mayotte	160
180	St. Lucia	160
182	Guam	159
183	São Tomé and Príncipe	154
184	Channel Islands	149
185	Micronesia, Fed. Sts.	122
186	St. Vincent and the Grenadines	117
187	Virgin Islands (U.S.)	110
188	Grenada	102
189	Tonga	101

Population 2002

Ranking	Economy	(thousands)
190	Aruba	97
191	Kiribati	95
192	Seychelles	84
193	Northern Mariana Islands	76
194	Isle of Man	75
195	Dominica	72
196	Antigua and Barbuda	69
197	American Samoa	69
198	Andorra	68
199	Bermuda	63
200	Greenland	57
201	Marshall Islands	53
202	Faeroe Islands	46
203	St. Kitts and Nevis	46
204	Cayman Islands	39
205	Liechtenstein	33
206	Monaco	32
207	San Marino	28
208	Palau	20
World		6,198,688
	Low income	2,494,603
	Middle income	2,737,920
	Lower middle income	2,408,492
	Upper middle income	329,428
	Low & middle income	5,232,522
	East Asia & Pacific	1,838,485
	Europe & Central Asia	472,948
	Latin America & Caribbean	524,905
	Middle East & North Africa	305,823
	South Asia	1,401,455
	Sub-Saharan Africa	688,907
	High income	966,165
	European Monetary Union	305,483

a. Estimate does not account for recent refugee flows. b. Estimate excludes Kosovo.

Total GDP 2002

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of US dollars)</i>
1	United States	10,383,100
2	Japan	3,993,433
3	Germany	1,984,095
4	United Kingdom	1,566,283
5	France ^a	1,431,278
6	China	1,266,052
7	Italy	1,184,273
8	Canada	714,327
9	Spain	653,075
10	Mexico	637,203
11	India	510,177
12	Korea, Rep.	476,690
13	Brazil	452,387
14	Netherlands	417,910
15	Australia	409,420
16	Russian Federation	346,520
17	Switzerland	267,445
18	Belgium	245,395
19	Sweden	240,313
20	Austria	204,066
21	Norway	190,477
22	Poland	189,021
23	Saudi Arabia	188,479
24	Turkey	183,665
25	Denmark	172,928
26	Indonesia	172,911
27	Hong Kong, China	161,531
28	Greece	132,824
29	Finland	131,508
30	Thailand	126,905
31	Portugal	121,595
32	Ireland	121,449
33	Iran, Islamic Rep.	108,243
34	South Africa	104,242
35	Israel	103,689
36	Argentina	102,042
37	Malaysia	94,900
38	Venezuela, RB	94,340
39	Egypt, Arab Rep.	89,854
40	Singapore	86,969
41	Colombia	80,925
42	Philippines	77,954
43	United Arab Emirates	70,960
44	Czech Republic	69,514
45	Puerto Rico	67,897
46	Hungary	65,843
47	Chile	64,153
48	Pakistan	59,071
49	New Zealand	58,581
50	Peru	56,517
51	Algeria	55,914
52	Bangladesh	47,563
53	Romania	45,749
54	Nigeria	43,540
55	Ukraine	41,477
56	Morocco	36,093
57	Kuwait	35,369
58	Vietnam	35,086
59	Kazakhstan	24,637
60	Ecuador	24,311
61	Slovak Republic	23,682
62	Guatemala	23,277
63	Croatia	22,436

Total GDP 2002

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of US dollars)</i>
64	Slovenia	21,960
65	Dominican Republic	21,651
66	Luxembourg	21,025
67	Tunisia	21,024
68	Syrian Arab Republic	20,783
69	Oman	20,309
70	Libya	19,131
71	Qatar	17,466
72	Lebanon	17,294
73	Costa Rica	16,837
74	Sri Lanka	16,567
75	Serbia and Montenegro	15,681
76	Bulgaria	15,486
77	Belarus	14,304
78	El Salvador	14,284
79	Lithuania	13,796
80	Sudan	13,516
81	Kenya	12,330
82	Panama	12,296
83	Uruguay	12,129
84	Côte d'Ivoire	11,682
85	Angola	11,248
86	Cyprus	10,106
87	Yemen, Rep.	9,984
88	Trinidad and Tobago	9,628
89	Tanzania ^b	9,382
90	Jordan	9,301
91	Cameroon	9,060
92	Iceland	8,449
93	Latvia	8,406
94	Zimbabwe	8,304
95	Uzbekistan	7,932
96	Jamaica	7,871
97	Bolivia	7,801
98	Bahrain	7,683
99	Turkmenistan	7,672
100	Macao, China	6,765
101	Honduras	6,564
102	Estonia	6,507
103	Ghana	6,160
104	Azerbaijan	6,090
105	Ethiopia	6,059
106	Uganda	5,803
107	Congo, Dem. Rep.	5,707
108	Bosnia and Herzegovina	5,599
109	Nepal	5,549
110	Paraguay	5,508
111	Botswana	5,273
112	Senegal	5,037
113	Gabon	4,971
114	Albania	4,835
115	Bahamas, The	4,818
116	Mauritius	4,533
117	Madagascar	4,400
118	Cambodia	4,005
119	Nicaragua	4,003
120	Malta	3,870
121	Macedonia, FYR	3,791
122	Zambia	3,697
123	Mozambique	3,599
124	French Polynesia	3,448
125	Haiti	3,435
126	Georgia	3,396

Total GDP 2002

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of US dollars)</i>
127	West Bank and Gaza	3,396
128	Mali	3,364
129	Guinea	3,213
130	Burkina Faso	3,127
131	Congo, Rep.	3,017
132	Namibia	2,904
133	Papua New Guinea	2,814
134	Benin	2,695
135	New Caledonia	2,682
136	Barbados	2,535
137	Armenia	2,367
138	Niger	2,171
139	Equatorial Guinea	2,118
140	Chad	2,002
141	Malawi	1,901
142	Fiji	1,877
143	Aruba	1,875
144	Rwanda	1,732
145	Lao PDR	1,680
146	Moldova	1,624
147	Kyrgyz Republic	1,603
148	Togo	1,384
149	Tajikistan	1,212
150	Swaziland	1,186
151	Mongolia	1,119
152	Central African Republic	1,046
153	Mauritania	969
154	Suriname	952
155	Belize	843
156	Sierra Leone	783
157	Antigua and Barbuda	721
158	Burundi	719
159	Guyana	717
160	Lesotho	714
161	Seychelles	699
162	St. Lucia	660
163	Eritrea	642
164	Maldives	626
165	Cape Verde	616
166	Djibouti	597
167	Bhutan	591
168	Liberia	562
169	Grenada	414
170	Timor-Leste	388
171	St. Vincent and the Grenadines	361
172	Gambia, The	357
173	St. Kitts and Nevis	356
174	Samoa	261
175	Comoros	256
176	Dominica	248
177	Solomon Islands	240
178	Vanuatu	234
179	Micronesia, Fed. Sts.	232
180	Guinea-Bissau	203
181	Tonga	136
182	Palau	130
183	Marshall Islands	106
184	Kiribati	53
185	São Tomé and Príncipe	50
	Afghanistan	..
	American Samoa	..
	Andorra	..
	Bermuda	..
	Brunei	..

Total GDP 2002

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of US dollars)</i>
	Cayman Islands	..
	Channel Islands	..
	Cuba	..
	Faeroe Islands	..
	Greenland	..
	Guam	..
	Iraq	..
	Isle of Man	..
	Korea, Dem. Rep.	..
	Liechtenstein	..
	Mayotte	..
	Monaco	..
	Myanmar	..
	Netherlands Antilles	..
	Northern Mariana Islands	..
	San Marino	..
	Somalia	..
	Virgin Islands (U.S.)	..
	World	32,312,147
	Low income	1,123,865
	Middle income	5,139,306
	Lower middle income	3,426,319
	Upper middle income	1,708,823
	Low & middle income	6,259,154
	East Asia & Pacific	1,833,073
	Europe & Central Asia	1,132,845
	Latin America & Caribbean	1,668,800
	Middle East & North Africa	670,722
	South Asia	649,079
	Sub-Saharan Africa	319,288
	High income	26,052,813
	European Monetary Union	6,648,492

.. Not available.

Note: Rankings include only those economies with confirmed GDP estimates. Figures in italics are for 2001 or 2000.

a. Data include the French overseas departments of French Guiana, Guadeloupe, Martinique, and Réunion. b. Data refer to mainland Tanzania only.

PPP GDP 2002

Ranking	Economy	(millions of international dollars)
1	United States	10,308,012
2	China	5,860,852 ^a
3	Japan	3,425,050
4	India	2,799,593 ^b
5	Germany	2,235,764
6	France	1,601,406
7	United Kingdom	1,549,131
8	Italy	1,524,686
9	Brazil	1,354,997
10	Russian Federation	1,185,593
11	Canada	924,675
12	Mexico	904,570
13	Spain	877,971
14	Korea, Rep.	807,314
15	Indonesia	682,874
16	Australia	555,714
17	Netherlands	469,864
18	South Africa	456,802 ^b
19	Turkey	444,789
20	Iran, Islamic Rep.	438,296
21	Thailand	431,875
22	Argentina	412,666
23	Poland	407,747
24	Philippines	333,451
25	Belgium	284,867
26	Pakistan	281,270
27	Colombia	278,562 ^b
28	Saudi Arabia	276,927 ^b
29	Egypt, Arab Rep.	252,602
30	Ukraine	237,342
31	Austria	235,159
32	Sweden	232,451
33	Bangladesh	229,995
34	Malaysia	221,726
35	Switzerland	218,760
36	Greece	198,996
37	Portugal	186,057
38	Vietnam	185,360
39	Hong Kong, China	182,625
40	Algeria	180,393 ^b
41	Denmark	166,275
42	Norway	166,074
43	Czech Republic	161,114
44	Chile	153,086
45	Romania	146,192
46	Ireland	142,532
47	Finland	136,139
48	Hungary	136,096
49	Venezuela, RB	135,107
50	Peru	134,079
51	Israel	128,249
52	Nigeria	113,619
53	Morocco	112,920
54	Singapore	100,118
55	Puerto Rico	95,811 ^b
56	Kazakhstan	87,388
57	New Zealand	85,641
58	Slovak Republic	69,045
59	Sri Lanka	67,668
60	Tunisia	66,153
61	Syrian Arab Republic	61,471
62	Sudan	59,549 ^b
63	Dominican Republic	57,190 ^b

PPP GDP 2002

Ranking	Economy	(millions of international dollars)
64	Bulgaria	56,820
65	Belarus	54,768
66	Ethiopia	52,604 ^b
67	Guatemala	48,908 ^b
68	Ecuador	45,921
69	Croatia	45,703
70	Ghana	43,080 ^b
71	Uzbekistan	42,116
72	Kuwait	37,801 ^b
73	Slovenia	36,406
74	Lithuania	35,817
75	Costa Rica	34,855 ^b
76	Uganda	34,131 ^b
77	Oman	33,850
78	Congo, Dem. Rep.	33,682 ^b
79	Nepal	33,146
80	Kenya	31,925
81	Cameroon	31,494
82	El Salvador	31,378 ^b
83	Zimbabwe	30,461
84	Angola	28,008 ^b
85	Luxembourg	27,171
86	Uruguay	26,330
87	Azerbaijan	26,246
88	Cambodia	25,661 ^b
89	Paraguay	25,386 ^b
90	Côte d'Ivoire	25,105
91	Jordan	21,812
92	Bolivia	21,650
93	Latvia	21,544
94	Tanzania ^c	20,381
95	Turkmenistan	20,076
96	Lebanon	19,369
97	Mozambique	19,336 ^b
98	Panama	18,127
99	Honduras	17,701 ^b
100	Estonia	16,643
101	Guinea	16,248
102	Yemen, Rep.	16,189
103	Senegal	15,800
104	Albania	15,215
105	Equatorial Guinea	13,997 ^b
106	Botswana	13,982
107	Cyprus	13,813
108	Haiti	13,346 ^b
109	Macedonia, FYR	13,196
110	Nicaragua	13,190 ^b
111	Mauritius	13,105
112	Burkina Faso	12,971 ^b
113	Namibia	12,327 ^b
114	Trinidad and Tobago	12,299
115	Madagascar	12,235
116	Papua New Guinea	12,184 ^b
117	Bahrain	11,986
118	Georgia	11,701
119	Mali	10,526
120	Jamaica	10,421
121	Rwanda	10,378 ^b
122	Armenia	9,563
123	Lao PDR	9,539
124	Niger	9,148 ^b
125	Gabon	8,672
126	Macao, China	8,633 ^b

PPP GDP 2002

Ranking	Economy	(millions of international dollars)
127	Zambia	8,590
128	Chad	8,517 ^b
129	Iceland	8,449
130	Kyrgyz Republic	8,116
131	Togo	7,036 ^b
132	Benin	7,030
133	Malta	7,003
134	Malawi	6,245
135	Moldova	6,243
136	Mauritania	6,171 ^b
137	Tajikistan	6,127
138	Bahamas, The	5,089
139	Swaziland	4,946
140	Central African Republic	4,482 ^b
141	Burundi	4,481 ^b
142	Fiji	4,476
143	Lesotho	4,308 ^b
144	Mongolia	4,186
145	Barbados	4,114
146	Eritrea	3,830 ^b
147	Congo, Rep.	3,579
148	Guyana	3,261 ^b
149	Sierra Leone	2,740
150	Gambia, The	2,354 ^b
151	Cape Verde	2,289 ^b
152	Belize	1,539
153	Djibouti	1,381 ^b
154	Guinea-Bissau	1,030 ^b
155	Comoros	992 ^b
156	Samoa	985 ^b
157	St. Lucia	848
158	Antigua and Barbuda	753
159	Grenada	743
160	Solomon Islands	705 ^b
161	Tonga	692 ^b
162	St. Vincent and the Grenadines	639
163	Vanuatu	595 ^b
164	St. Kitts and Nevis	571
165	Dominica	406
	Afghanistan	..
	American Samoa	..
	Andorra	..
	Aruba	..
	Bermuda	..
	Bhutan	..
	Bosnia and Herzegovina	..
	Brunei	..
	Cayman Islands	..
	Channel Islands	..
	Cuba	..
	Faeroe Islands	..
	French Polynesia	..
	Greenland	..
	Guam	..
	Iraq	..
	Isle of Man	..
	Kiribati	..
	Korea, Dem. Rep.	..
	Liberia	..
	Libya	..
	Liechtenstein	..
	Maldives	..

PPP GDP 2002

<i>Ranking</i>	<i>Economy</i>	<i>(millions of international dollars)</i>
	Marshall Islands	..
	Mayotte	..
	Micronesia, Fed. Sts.	..
	Monaco	..
	Myanmar	..
	Netherlands Antilles	..
	New Caledonia	..
	Northern Mariana Islands	..
	Palau	..
	Qatar	..
	San Marino	..
	São Tomé and Príncipe	..
	Serbia and Montenegro	..
	Seychelles	..
	Somalia	..
	Suriname	..
	Timor-Leste	..
	United Arab Emirates	..
	Virgin Islands (U.S.)	..
	West Bank and Gaza	..
	World	48,770,924
	Low income	5,359,854
	Middle income	16,177,469
	Lower middle income	12,947,692
	Upper middle income	3,240,462
	Low & middle income	21,489,222
	East Asia & Pacific	7,980,712
	Europe & Central Asia	3,320,806
	Latin America & Caribbean	3,785,936
	Middle East & North Africa	1,751,991
	South Asia	3,463,343
	Sub-Saharan Africa	1,225,942
	High income	27,444,074
	European Monetary Union	7,920,610

.. Not available. PPP is purchasing power parity; an international dollar has the same purchasing power over GDP as a U.S. dollar has in the United States.
 Note: Rankings include only those economies with confirmed PPP GDP estimates. Figures in italics are for 2001 or 2000.
 a. Estimate is based on a bilateral comparison between China and the United States (Ruoen and Kal, 1995). b. Estimate is based on regression; other PPP figures extrapolated from the latest International Comparison Programme benchmark estimates. c. Data refer to mainland Tanzania only.